Pays de Châteaugiron Communauté

Procès-verbal du 23 mars 2023

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU PAYS DE CHATEAUGIRON COMMUNAUTE

L'an deux-mille-vingt-trois, le 23 mars à 20h, le Conseil communautaire du Pays de Châteaugiron Communauté, dûment convoqué par le Président, Dominique DENIEUL, s'est réuni en session ordinaire à la salle du Conseil communautaire du Pays de Châteaugiron Communauté.

Date de convocation	17 mars 2023
Nombre de membres	En exercice : 32 Quorum : 17 Présents : 20 pour le rapport n°1, 22 à compter du rapport n°2 Votants : 28 pour le rapport n°1, 31 à compter du rapport n°2
Présents	**Châteaugiron :** Jean-Claude BELINE, Olivier BODIN, Anne-Marie ECHELARD, Françoise GATEL, Laëtitia MIRALLES (présente à compter du rapport n°2), Christian NIEL, Jean-Pierre PETERMANN, Yves RENAULT. **Domloup :** Sébastien CHANCEREL, Sylviane GUILLOT, Géraldine HARNOIS-MARTIN, Jacky LECHABLE. **Noyal-sur-Vilaine :** Anne CARREE, Benoît FOUCHER, Christelle HOUIZOT, Louis HUBERT, Pierre-Yves TANVET. **Piré-Chancé :** Dominique DENIEUL, Christelle GAUTIER. **Servon-sur-Vilaine :** Melaine MORIN, Gabriel PIROT (présent à compter du rapport n°2), Sophie RANDUINEAU-PIROT.
Absents excusés	Denis GATEL (pouvoir à Jean-Claude BELINE), Emeline HENON (pouvoir à Olivier BODIN), Chantal LOUIS (pouvoir à Christian NIEL), Laëtitia MIRALLES (absente pour le rapport n°1), Emmanuel CASADO (pouvoir à Christelle HOUIZOT), Marielle MURET-BAUDOIN (pouvoir à Louis HUBERT), Jean-Benoît DUFOUR (pouvoir à Dominique DENIEUL), Anne MALLET (pouvoir à Christelle GAUTIER), Dominique MARCHAND (pouvoir à Gabriel PIROT présent à compter du rapport n°2), Evelyne PANNETIER (pouvoir à Melaine MORIN), Gabriel PIROT (absent pour le rapport n°1).
Absents	Catherine TAUPIN.
Secrétaire de séance	Pierre-Yves TANVET.

ORDRE DU JOUR

- ***MARCHES PUBLICS***

1. Epicerie sociale : choix de l'entreprise de travaux pour le lot 10

- ***FINANCES***

2. Comptes administratifs 2022
3. Comptes de gestion 2022
4. Affectation des résultats
5. Taux de la fiscalité directe locale
6. Taux de TEOMI
7. Fixation du produit attendu de la taxe GEMAPI pour 2023-2024
8. Subventions aux associations 2023
9. M57 : règlement budgétaire et financier
10. Equipement sportif : crédits de paiement (AP/CP)
11. Marché global de performance : crédits de paiement (AP/CP)
12. Budget primitif 2023

Dominique DENIEUL précise que suite aux échanges lors du dernier Conseil communautaire, il est proposé un enregistrement audio des séances de l'assemblée. Les élus émettent un avis favorable à cette proposition.
Olivier BODIN demande si l'enregistrement pourra être réécouté.
Dominique DENIEUL répond que l'enregistrement audio n'a pas vocation à être rendu public. Il doit permettre d'être réécouté en interne en cas de besoin. Les modalités de rédaction du procès-verbal resteront identiques à celles préalablement établies.

Le Président procède à l'appel nominal des conseillers communautaires.

En l'absence de questions orales, il soumet le procès-verbal du Conseil communautaire du 9 février 2023 à l'approbation du Conseil communautaire. Celui-ci est approuvé à l'unanimité.

Le Président propose ensuite de passer à l'ordre du jour.

DÉCISIONS PRISES PAR LE PRÉSIDENT, SUR DÉLÉGATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

MARCHÉS PUBLICS

> Décision du 28 février 2023 : attribution du marché de travaux pour l'aménagement d'une aire de vidange de camping-cars et de l'entrée du camping intercommunal Les Grands Bosquets à Châteaugiron à l'entreprise FTPB (Saint-Pierre La Cour – 53), pour un montant de 113 613,93 € HT.

MARCHES PUBLICS

1. Epicerie sociale : choix de l'entreprise de travaux pour le lot 10

Dominique DENIEUL rappelle que le Pays de Châteaugiron Communauté a engagé la construction d'une épicerie sociale à Noyal-sur-Vilaine afin de pallier la saturation du bâtiment actuel.

La construction de cet équipement prévoit un espace fonctionnel pour les bénéficiaires, les bénévoles et le personnel de l'association, en répondant aux objectifs suivants :

- Assurer une gestion des flux de personnes adaptée à l'usage de l'épicerie sociale, en préservant la confidentialité des échanges avec les usagers
- Optimiser le fonctionnement de l'épicerie sociale par la construction d'un bâtiment de plain-pied disposant d'un magasin et d'un espace de stockage d'une dimension adaptée à la fréquentation de l'équipement
- Garantir un accès et des stationnements faciles pour le déchargement des denrées alimentaires vers l'espace de stockage
- Permettre aux bénéficiaires de patienter dans l'espace d'accueil en cas de fréquentation importante.

Suite à la validation de la phase APD en Conseil communautaire le 7 juillet 2022, un marché de travaux a été lancé sous la forme d'une procédure adaptée dans le respect des dispositions du code de la commande publique (articles L.2123-1 et R.2123-1).

Pour mémoire, le marché comporte 11 lots :

- Lot n° 1 : VRD / Aménagements paysagers
- Lot n° 2 : Gros œuvre
- Lot n° 3 : Charpente bois acier – ossature bois – bardage bois
- Lot n° 4 : Couverture – étanchéité – bardage acier - installation de production électrique – panneaux photovoltaïques
- Lot n° 5 : Menuiseries extérieures aluminium – fermetures – serrurerie
- Lot n°6 : Menuiseries intérieures – agencement
- Lot n°7 : Cloisons intérieures – doublages – plafonds
- Lot n°8 : Revêtements de sols
- Lot n°9 : Revêtements muraux
- Lot n° 10 : Chauffage – ventilation – plomberie
- Lot n° 11 : Electricité – courants forts et faibles.

Par délibérations en date des 15 décembre 2022, 19 janvier 2023 et 9 février 2023, le Conseil communautaire a attribué 10 lots sur 11. Les précisions financières ayant été obtenues pour le lot 10, il est proposé de retenir l'entreprise QUARK dans les conditions suivantes :

Lot		Entreprise	Montant (€ HT)
1	V.R.D./AMENAGEMENTS PAYSAGERS	TRAM TP *(Cossé-le-Vivien - 53)*	94 247,40 €
2	GROS OEUVRE	MARTINIAULT *(Val d'Izé - 35)*	58 835,88 €
3	CHARPENTE BOIS ACIER - OSSATURE BOIS - BARDAGE BOIS	DARRAS *(Romagné - 35)*	98 056,92 €
4	COUVERTURE - ETANCHEITE - BARDAGE ACIER - PHOTOVOLTAIQUE	DUVAL *(Torcé - 35)*	140 000,00 €
5	MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM - FERMETURES - SERRURERIE	SER AL FER *(L'Hermitage - 35)*	31 215,00 €
6	MENUISERIES INTERIEURES - AGENCEMENT	BERGOT-PERCEL *(Vern-sur-Seiche - 35)*	28 908,00 €
7	CLOISONS INTERIEURES - DOUBLAGES - PLAFONDS	LE COQ *(Cesson-Sévigné - 35)*	46 263,62 €
8	REVETEMENTS DE SOLS	LAIZE *(Romagné - 35)*	22 118,54 €
9	REVETEMENTS MURAUX - PEINTURE	TIRIAULT *(Acigné - 35)*	6 989,52 €
10	CHAUFFAGE - VENTILATION - PLOMBERIE	QUARK *(Châteaugiron - 35)*	54 037,50 €
11	ELECTRICITE - COURANTS FORTS ET FAIBLES	LUSTRELEC *(Bruz - 35)*	39 981,20 €
		MONTANT INITIAL TOTAL	620 653,58 €

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré et à l'unanimité, décide :

- ✓ de retenir l'offre de l'entreprise QUARK pour le lot 10, dans les conditions présentées ci-dessus ;
- ✓ d'autoriser le Président à exécuter cette décision et à signer tout document s'y rapportant.

FINANCES

2. Comptes administratifs 2022

Conformément aux prescriptions légales, le Président se retire pour l'approbation des comptes administratifs. Jacky LECHABLE, deuxième Vice-président présent lors de ce rapport, préside la séance.

Jacky LECHABLE propose au Conseil communautaire de délibérer sur les comptes administratifs 2021 du budget principal et des budgets annexes du Pays de Châteaugiron communauté après en avoir :

- constaté aussi bien pour la comptabilité principale que pour chacune des comptabilités annexes, les états des dépenses et des recettes
- reconnu la sincérité des restes à réaliser
- approuvé les résultats définitifs tels que résumés ci-dessous :

Budget Principal « Pays de Châteaugiron Communauté »

SECTION de FONCTIONNEMENT

Recettes 2022	17 048 939,38 €
Dépenses 2022	15 022 389,81 €
Résultat de l'exercice 2022 (excédent)	2 026 549,57 €
Résultat de fonctionnement cumulé (excédent)	9 129 639,64 €
Résultat de l'exercice cumulé 2022 (excédent)	11 156 189,21 €

SECTION d'INVESTISSEMENT

Recettes 2022	3 622 054,35 €
Dépenses 2022	4 787 235,54 €
Résultat de l'exercice 2022 (déficit)	-1 165 181,19 €
Résultat d'investissement cumulé (déficit)	-927 594,69 €
Résultat de l'exercice cumulé 2022 (déficit)	-2 092 775,88 €

RESTES À REALISER 2022 (Dépenses)

2041412 – Subventions aux communes	19 469,00 €
104 – Aire accueil des gens du voyage	412 356,29 €
107 – Services administratifs	4 176,00 €
120 – Services techniques	434,35 €
124 – Espace aquatique	23 520,00 €
125 – Tourisme	21 600,00 €
126 – Centre interprétation du chanvre	15 237,60 €
129 – Logements jeunes actifs / hébergements de secours	349,00 €

130 – Tennis / Tir à l'arc	17 872,51 €
141 – Mobilité / plan vélo	6 445,00 €
144 – Epicerie sociale	460 953,34 €
145 – Travaux divers (assainissement)	13 200,00 €
146 – Equipements sportifs	44 976,94 €
147 – Zones d'activités	140 144,31 €
TOTAUX	**1 180 734,34 €**

RESTES À REALISER 2022 (Recettes)

146 - Equipement sportif	188 532,00 €
TOTAUX	**188 532,00 €**

Budget Annexe « Bâtiments-relais de Beaujardin »

SECTION de FONCTIONNEMENT

Recettes 2022	77 702,80 €
Dépenses 2022	81 331,89 €
Résultat de l'exercice 2022 (déficit)	-3 629,09 €
Résultat de fonctionnement cumulé (déficit)	-32 720,40 €
Résultat de l'exercice cumulé 2022 (déficit)	-36 349,49 €

SECTION d'INVESTISSEMENT

Recettes 2022	62 157,79 €
Dépenses 2022	1 034,04 €
Résultat de l'exercice 2022 (excédent)	61 123,75 €
Résultat d'investissement cumulé (déficit)	-160 207,73 €
Résultat de l'exercice cumulé 2022 (déficit)	-99 083,98 €

Budget Annexe « Centre de secours »

SECTION de FONCTIONNEMENT

Recettes 2022	64 246,36 €
Dépenses 2022	0,00 €
Résultat de l'exercice 2022 (excédent)	64 246,36 €
Résultat de fonctionnement cumulé	0,00 €
Résultat de l'exercice cumulé 2022 (excédent)	64 246,36 €

SECTION d'INVESTISSEMENT

Recettes 2022	64 246,36 €
Dépenses 2022	0,00 €
Résultat de l'exercice 2022 (excédent)	64 246,36 €
Résultat d'investissement cumulé (déficit)	- 893 375,05 €
Résultat de l'exercice cumulé 2022 (déficit)	-829 128,69 €

Budget Annexe « Ancienne Perception »

SECTION de FONCTIONNEMENT

Recettes 2022	0,00 €
Dépenses 2022	9 839,11 €
Résultat de l'exercice 2022 (déficit)	-9 839,11 €
Résultat de fonctionnement cumulé (déficit)	-854,50 €
Résultat de l'exercice cumulé 2022 (déficit)	-10 693,61 €

SECTION d'INVESTISSEMENT

Recettes 2022	0,00 €
Dépenses 2022	27 666,67 €
Résultat de l'exercice 2022 (déficit)	-27 666,67 €
Résultat d'investissement cumulé (déficit)	-87 700,31 €
Résultat de l'exercice cumulé 2022 (déficit)	-115 366,98 €

Budget Annexe « Logements spécifiques (Gendarmerie) »

SECTION de FONCTIONNEMENT

Recettes 2022	61 882,00 €
Dépenses 2022	9 887,48 €
Résultat de l'exercice 2022 (excédent)	51 994,52 €
Résultat de fonctionnement cumulé	0,00 €
Résultat de l'exercice cumulé 2022 (excédent)	51 994,52 €

SECTION d'INVESTISSEMENT

Recettes 2022	51 822,06 €
Dépenses 2022	13 693,32 €
Résultat de l'exercice 2022 (excédent)	38 128,74 €
Résultat d'investissement cumulé (déficit)	-615 570,25 €
Résultat de l'exercice cumulé 2022 (déficit)	-577 441,51 €

Budget Annexe « ZA de la Hutte aux Renards » (ZA du Pavail)

SECTION de FONCTIONNEMENT

Recettes 2022	388 477,41 €
Dépenses 2022	406 318,19 €
Résultat de l'exercice 2022 (déficit)	-17 840,78 €
Résultat de fonctionnement cumulé (excédent)	22 289,54 €
Résultat de l'exercice cumulé 2022 (excédent)	4 448,76 €

SECTION d'INVESTISSEMENT

Recettes 2022	406 011,38 €
Dépenses 2022	298 751,41 €
Résultat de l'exercice 2022 (excédent)	107 259,97 €
Résultat d'investissement cumulé (déficit)	-406 011,38 €
Résultat de l'exercice cumulé 2022 (déficit)	-298 751,41 €

Budget Annexe « ZA Tertiaire de Noyal-sur-Vilaine » (Parc des Vents d'Ouest)

SECTION de FONCTIONNEMENT

Recettes 2022	360 726,08 €
Dépenses 2022	252 409,69 €
Résultat de l'exercice 2022 (excédent)	108 316,39 €
Résultat de fonctionnement cumulé (excédent)	649 894,43 €
Résultat de l'exercice cumulé 2022 (excédent)	758 210,82 €

SECTION d'INVESTISSEMENT

Recettes 2022	248 661,86 €
Dépenses 2022	198 246,08 €
Résultat de l'exercice 2022 (excédent)	50 415,78 €
Résultat d'investissement cumulé (déficit)	-248 661,86 €
Résultat de l'exercice cumulé 2022 (déficit)	-198 246,08 €

Budget Annexe « ZA Ecoparc de Noyal-sur-Vilaine »

SECTION de FONCTIONNEMENT

Recettes 2022	610 471,60 €
Dépenses 2022	612 278,80 €
Résultat de l'exercice 2022 (déficit)	-1 807,20 €
Résultat de fonctionnement cumulé (excédent)	20 144,61 €
Résultat de l'exercice cumulé 2022 (excédent)	18 337,41 €

SECTION d'INVESTISSEMENT

Recettes 2022	602 332,10 €
Dépenses 2022	610 471,60 €
Résultat de l'exercice 2022 (déficit)	-8 139,50 €
Résultat d'investissement cumulé (déficit)	-602 332,10 €
Résultat de l'exercice cumulé 2022 (déficit)	-610 471,60 €

Budget Annexe « ZA La Rivière/Barbotière de Noyal-sur-Vilaine »

SECTION de FONCTIONNEMENT

Recettes 2022	839 347,70 €
Dépenses 2022	719 163,44 €
Résultat de l'exercice 2022 (excédent)	120 184,26 €
Résultat de fonctionnement cumulé (excédent)	585 967,36 €
Résultat de l'exercice cumulé 2022 (excédent)	706 151,62 €

SECTION d'INVESTISSEMENT

Recettes 2022	718 129,89 €
Dépenses 2022	599 917,70 €
Résultat de l'exercice 2022 (excédent)	118 212,19 €
Résultat d'investissement cumulé (déficit)	-718 129,89 €
Résultat de l'exercice cumulé 2022 (déficit)	-599 917,70 €

Budget Annexe « ZA La Richardière de Noyal-sur-Vilaine »

SECTION de FONCTIONNEMENT

Recettes 2022	73 054,71 €
Dépenses 2022	65 390,36 €
Résultat de l'exercice 2022 (excédent)	7 664,35 €
Résultat de fonctionnement cumulé (excédent)	399 894,60 €
Résultat de l'exercice cumulé 2022 (excédent)	407 558,95 €

SECTION d'INVESTISSEMENT

Recettes 2022	6 516,66 €
Dépenses 2022	17 579,71 €
Résultat de l'exercice 2022 (déficit)	-11 063,05 €
Résultat d'investissement cumulé (déficit)	-6 516,66 €
Résultat de l'exercice cumulé 2022 (déficit)	-17 579,71 €

Budget Annexe « ZA Le Ballon de Piré-sur-Seiche »

SECTION de FONCTIONNEMENT

Recettes 2022	512 173,45 €
Dépenses 2022	512 778,08 €
Résultat de l'exercice 2022 (déficit)	-604,63 €
Résultat de fonctionnement cumulé (excédent)	19 620,41 €
Résultat de l'exercice cumulé 2022 (excédent)	19 015,78 €

SECTION d'INVESTISSEMENT

Recettes 2022	512 173,45 €
Dépenses 2022	512 173,45 €
Résultat de l'exercice 2022	0 €
Résultat d'investissement cumulé (déficit)	-512 173,45 €
Résultat de l'exercice cumulé 2022 (déficit)	- 512 173,45 €

Budget Annexe « ZA Le Prévôt de Châteaugiron »

SECTION de FONCTIONNEMENT

Recettes 2022	3 678,91 €
Dépenses 2022	3 678,91 €
Résultat de l'exercice 2022	0,00 €
Résultat de fonctionnement cumulé	0,00 €
Résultat de l'exercice cumulé 2022	0,00 €

SECTION d'INVESTISSEMENT

Recettes 2022	3 678,91 €
Dépenses 2022	3 678,91 €
Résultat de l'exercice 2022	0,00 €
Résultat d'investissement cumulé (déficit)	- 3 678,91 €
Résultat de l'exercice cumulé 2022 (déficit)	- 3 678,91 €

Budget Annexe « Extension PAPB de Servon-sur-Vilaine » (Portes de Bretagne 2)

SECTION de FONCTIONNEMENT

Recettes 2022	4 779 286,34 €
Dépenses 2022	4 755 816,12 €
Résultat de l'exercice 2022 (excédent)	23 470,22 €
Résultat de fonctionnement cumulé (déficit)	-43 893,75 €
Résultat de l'exercice cumulé 2022 (déficit)	-20 423,53 €

SECTION d'INVESTISSEMENT

Recettes 2022	4 237 016,85 €
Dépenses 2022	4 776 850,31 €
Résultat de l'exercice 2022 (déficit)	-539 833,46 €
Résultat d'investissement cumulé (déficit)	-4 237 016,85 €
Résultat de l'exercice cumulé 2022 (déficit)	-4 776 850,31 €

Budget Annexé « Panneaux Photovoltaïques »

SECTION de FONCTIONNEMENT

Recettes 2022	0,00 €
Dépenses 2022	15 547,50 €
Résultat de l'exercice 2022 (déficit)	-15 547,50 €
Résultat de fonctionnement cumulé (excédent)	37 515,58 €
Résultat de l'exercice cumulé 2022 (excédent)	21 968,08 €

SECTION d'INVESTISSEMENT

Recettes 2022	13 341,79 €
Dépenses 2022	0,00 €
Résultat de l'exercice 2022 (excédent)	13 341,79 €
Résultat d'investissement cumulé (excédent)	106 734,32 €
Résultat de l'exercice cumulé 2022 (excédent)	120 076,11 €

Budget Annexé « SPANC »

SECTION de FONCTIONNEMENT

Recettes 2022	6 703,20 €
Dépenses 2022	14 407,90 €
Résultat de l'exercice 2022 (déficit)	-7 704,70 €
Résultat de fonctionnement cumulé (excédent)	8 497,55 €
Résultat de l'exercice cumulé 2022 (excédent)	792,85 €

SECTION d'INVESTISSEMENT

Recettes 2022	19 792,80 € €
Dépenses 2022	0,00 €
Résultat de l'exercice 2022 (excédent)	19 792,80 €
Résultat d'investissement cumulé (déficit)	-16 494,00 €
Résultat de l'exercice cumulé 2022 (excédent)	3 298,80 €

Olivier BODIN s'interroge sur l'excédent de fonctionnement de 8 millions d'euros.
Jacky LECHABLE précise qu'il s'agit d'un excédent de fonctionnement après financement du déficit d'investissement et qu'il permet également de couvrir le déficit des budgets annexes.
Françoise GATEL répond que ces 8 millions ne correspondent pas au montant disponible de trésorerie de la Communauté de communes. En effet, il faut tenir compte du financement des zones d'activité qui nécessitent un investissement important dans le cadre des budgets annexes. Il faut être extrêmement vigilants sur le résultat comptable au regard des investissements réalisés sur ces zones d'activité et des évolutions législatives en cours, notamment la suppression de la CVAE et le Zéro Artificialisation Nette. Le contexte actuel n'apporte pas de visibilité suffisante sur le devenir des finances et sur la réalisation des aménagements prévus, notamment pour les Portes de Bretagne 2.
Olivier BODIN s'étonne de l'incertitude de couvrir le déficit de cette zone d'activité à l'heure actuelle.
Benoît FOUCHER souhaite que le projet des Portes de Bretagne 2 soit redéfini, même si son déficit est aujourd'hui de 5 millions d'euros.
Françoise GATEL partage l'enjeu de préservation des terres agricoles et de biodiversité, mais rappelle la nécessité de répondre également aux problématiques de logement et d'emploi sur le territoire. Parce qu'il faut atteindre l'objectif, il faut de l'ambition, du pragmatisme et du réalisme pour mettre en œuvre un développement soutenable.
Benoît FOUCHER estime que le dynamisme économique du territoire répond déjà aux enjeux d'emploi et qu'il est urgent de préserver les ressources notamment en arrêtant d'aménager de nouvelles zones d'activité.

Laëtitia MIRALLES arrive en séance à 20h27, Gabriel PIROT à 20h29.

Chaque budget faisant l'objet d'un vote particulier, le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- ✓ de valider le compte administratif du budget principal « Pays de Châteaugiron Communauté » ; **à la majorité (29 pour, 1 abstention) ;**
- ✓ de valider le compte administratif du budget annexe « Bâtiments-relais de Beaujardin » ; **à l'unanimité ;**
- ✓ de valider le compte administratif du budget annexe « Centre de secours » **à l'unanimité ;**
- ✓ de valider le compte administratif du budget annexe « Perception » **à l'unanimité ;**
- ✓ de valider le compte administratif du budget annexe « Logements spécifiques » **à l'unanimité ;**
- ✓ de valider le compte administratif du budget annexe « ZA de la Hutte aux Renards » **à l'unanimité ;**

- ✓ de valider le compte administratif du budget annexe « ZA tertiaire de Noyal-sur-Vilaine » **à l'unanimité ;**
- ✓ de valider le compte administratif du budget annexe « ZA Ecoparc de Noyal-sur-Vilaine » **à l'unanimité ;**
- ✓ de valider le compte administratif du budget annexe « ZA la Rivière/Barbotière de Noyal-sur-Vilaine » **à l'unanimité ;**
- ✓ de valider le compte administratif du budget annexe « ZA la Richardière de Noyal-sur-Vilaine » **à l'unanimité ;**
- ✓ de valider le compte administratif du budget annexe « ZA le Ballon de Piré-sur-Seiche » **à l'unanimité ;**
- ✓ de valider le compte administratif du budget annexe « ZA le Prévôt de Châteaugiron » **à l'unanimité ;**
- ✓ de valider le compte administratif du budget annexe « Extension PAPB de Servon-sur-Vilaine » **à la majorité (29 pour, 1 contre) ;**
- ✓ de valider le compte administratif du budget annexé « Panneaux Photovoltaïques » **à l'unanimité ;**
- ✓ de valider le compte administratif du budget annexé « SPANC » **à l'unanimité.**

3. Comptes de gestion 2022

Yves RENAULT indique que les comptes de gestion pour l'année 2022 précisent notamment :

- les budgets primitifs de l'exercice 2022, les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et des mandats délivrés, les bordereaux des titres de recettes, les bordereaux des mandats, le compte de gestion dressé par le receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer
- les comptes administratifs de l'exercice 2022
- la reprise dans les écritures de la trésorerie du montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2022, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés, la réalisation de toutes les opérations d'ordre
- l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier au 31 décembre 2022, y compris celles relatives à la journée complémentaire ainsi que l'exécution du budget de l'exercice 2022 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes.

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré et à l'unanimité, décide :

- ✓ d'approuver les comptes de gestion dressés pour l'exercice 2022 par le receveur visés et certifiés conformes par l'ordonnateur et de préciser que ceux-ci n'appellent ni observation, ni réserve de la part du Conseil communautaire.

4. Affectation des résultats

Yves RENAULT indique qu'au vu des comptes de gestion et des comptes administratifs 2022, il est proposé au Conseil communautaire de délibérer sur l'affectation des résultats des différents budgets, comme suit :

<u>Affectation des résultats constatés au Compte administratif 2022</u>

Budget Principal

Section d'investissement	
001 - Déficit d'investissement reporté	-2 092 775,88 €
1068 - Excédent de fonctionnement capitalisé	3 084 978,22 €
Section de fonctionnement	
002 - Excédent de fonctionnement reporté	8 071 210,99 €

Budget Annexe « Bâtiments-relais de Beaujardin »

Section d'investissement	
001 - Déficit d'investissement reporté	-99 083,98 €
Section de fonctionnement	
002 - Déficit de fonctionnement reporté	-34 472,53 €

Budget Annexe « Centre de secours »

Section d'investissement	
001 - Déficit d'investissement reporté	- 829 128,69 €
1068 - Excédent de fonctionnement capitalisé	64 246.36 €
Section de fonctionnement	Pas de report

Budget Annexe « Perception »

Section d'investissement	
001 - Déficit d'investissement reporté	-115 366,98 €
Section de fonctionnement	
002 - Déficit de fonctionnement reporté	-10 693,61 €

Budget Annexe « Logements spécifiques »

Section d'investissement	
001- Déficit d'investissement reporté	-577 441,51 €
1068 - Excédent de fonctionnement capitalisé	51 994,52 €
Section de fonctionnement	
002- Résultat de fonctionnement reporté	Pas de report

Budget Annexe « ZA de la Hutte aux Renards » (ZA du Pavail)

Section d'investissement	
001 - Déficit d'investissement reporté	-298 751,41 €
Section de fonctionnement	
002 - Excédent de fonctionnement reporté	4 448,76 €

Budget Annexe « ZA Tertiaire/Parc des Vents d'Ouest de Noyal-sur-Vilaine »

Section d'investissement	
001- Déficit d'investissement reporté	-198 246,08 €
Section de fonctionnement	
002 - Excédent de fonctionnement reporté	758 210,82 €

Budget Annexe « ZA Ecoparc de Noyal-sur-Vilaine »

Section d'investissement	
001- Déficit d'investissement reporté	-610 471,60 €
Section de fonctionnement	
002 - Excédent de fonctionnement reporté	18 337,41 €

Budget Annexe « ZA La Barbotière/Rivière de Noyal-sur-Vilaine »

Section d'investissement	
001- Déficit d'investissement reporté	-599 917,70 €
Section de fonctionnement	
002 - Excédent de fonctionnement reporté	706 151,62 €

Budget Annexe « ZA La Richardière de Noyal-sur-Vilaine »

Section d'investissement	
001- Déficit d'investissement reporté	-17 579,71 €
Section de fonctionnement	
002 - Excédent de fonctionnement reporté	407 558,95 €

Budget Annexe « ZA Le Ballon de Piré-sur-Seiche »

Section d'investissement	
001- Déficit d'investissement reporté	-512 173.45 €
Section de fonctionnement	
002 - Excédent de fonctionnement reporté	19 015,78 €

Budget Annexe « ZA Le Prévôt de Châteaugiron »

Section d'investissement	
001- Déficit d'investissement reporté	-3 678,91 €
Section de fonctionnement	
002 – Résultat de fonctionnement reporté	Pas de report

Budget Annexe « Extension du PAPB de Servon-sur-Vilaine (Portes de Bretagne 2) »

Section d'investissement	
001- Déficit d'investissement reporté	-4 776 850,31 €
Section de fonctionnement	
002 - Déficit de fonctionnement reporté	-20 423,53 €

Budget Annexe « Panneaux photovoltaïques »

Section d'investissement	
001 - Excédent d'investissement reporté	120 076,11 €
Section de fonctionnement	
002 - Excédent de fonctionnement reporté	21 968,08 €

Budget Annexe « SPANC »

Section d'investissement	
001 - Excédent d'investissement reporté	3 298,80 €
Section de fonctionnement	
002 - Excédent de fonctionnement reporté	792,85 €

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré et à l'unanimité, décide :

- ✓ de valider l'affectation des résultats des différents budgets

5. Taux de la fiscalité locale directe

Yves RENAULT rappelle que, conformément à la réforme des finances locales, les EPCI à Taxe Professionnelle Unique disposent, depuis 2011, d'un panier des ressources qui se compose notamment des éléments suivants :

- produit de Cotisation Foncière des Entreprises (CFE)
- produit de Taxe d'Habitation (transfert de la part départementale augmentée des frais de gestion)

- produit de Taxe sur le Foncier Non Bâti (transfert de la part départementale et régionale augmentée des frais de gestion).

En 2011, les taux votés étaient répartis comme suit (taux de référence) :
- taux de CFE : 24,90 %
- taux de Taxe d'Habitation : 10,68 %
- taux de Taxe du Foncier Non bâti : 1,86 %.

Conformément à l'article 4 du Projet de Loi de Finances 2021, les valeurs locatives cadastrales des établissements industriels sont diminuées de moitié depuis 2021. La base d'imposition des établissements industriels pour la cotisation foncière des entreprises sera ainsi réduite de 50 % pour le calcul de la CFE. Afin de compenser la perte de ressources pour les collectivités locales, l'Etat versera une compensation de perte de recettes de cotisation foncière des entreprises, équivalent à la perte de bases d'imposition sur ces établissements industriels multipliés par le taux d'imposition de cotisation foncière des entreprises, de l'année 2020.

Selon les estimations, la CFE pour 2023 s'établirait comme suit :

	Base prévisionnelle	**Taux**	**Produit attendu**
CFE (Cotisation Foncière des Entreprises)	10 532 000 €	Taux proposé 2023 : 24,90 %	2 622 468 €
CFE (allocation compensatrice)			1 364 041 €
TOTAL 2023			**3 986 509 €**
Rappel 2022			***3 486 377 €***

Le montant de la cotisation foncière des entreprises s'élèverait pour 2023 à 3 986 509 €, soit une augmentation de 14% par rapport à 2022.

Par ailleurs, après 3 années sans possibilité de vote, il convient de voter de nouveau un taux de Taxe d'Habitation désormais appelée "Taxe d'Habitation des Résidences Secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale » (avec la dénomination « THRS » ou « TH »). Le taux précédemment appliqué étant de 10,68 % et conformément au pacte financier validant le maintien des taux, il est proposé de voter un taux de THRS de 10,68 % pour 2023.

Enfin, le Pays de Châteaugiron perçoit également la taxe foncière sur les propriétés non bâties. Le taux fixé à 1,86 % permettra de percevoir un produit estimé à 17 233 € pour 2023.

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré et à l'unanimité, décide :
- ✓ de voter le taux de CFE à 24,90 % pour l'année 2023 ;
- ✓ de voter le taux de THRS à 10,68 % pour l'année 2023 ;
- ✓ de voter le taux de Taxe sur le foncier non bâti à 1,86 % pour l'année 2023 ;
- ✓ d'autoriser le Président à exécuter cette décision et à signer tout document s'y rapportant.

6. Taux de TEOMI

Melaine MORIN précise que par délibérations en date du 11 septembre 2002 et du 9 octobre 2002, la Communauté de communes a pris la compétence « élimination et valorisation des déchets des ménages et déchets assimilés » en optant pour la perception de la TEOM (Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères), à la place du SMICTOM. Depuis 2002, la gestion de ce service est déléguée au syndicat.

Depuis 2016, le taux de TEOM a évolué de la façon suivante :

	2016	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**
Taux de la Communauté de communes	9,51 %	9,51 %	9,98 %	9,76 %	6,41 % (part fixe)	6,41 % (part fixe)	6,41 % (part fixe)

Suite à la mise en place de la TEOM incitative (TEOMi) au 1er janvier 2019, les redevables sont désormais imposés sur deux parts :
- une part fixe : 71 %
- une part variable : 29 %.

Il convient donc de voter le taux de la part fixe proposé à 6,98 %. Le produit levé sur les contribuables serait de 1 955 145 € pour la part fixe, et 809 726 € pour la part variable, soit un total de 2 764 421 € soit une augmentation prévisionnelle de 13,1 % par rapport à 2022.

Benoît FOUCHER estime qu'une augmentation de 13% est malvenue et le SMICTOM aurait dû anticiper cette situation par rapport à l'extension des consignes de tri.
Melaine MORIN répond que le raisonnement n'est pas tout à fait exact. L'augmentation de la recette fiscale est liée pour partie à l'augmentation du nombre de contribuables et pour une autre partie à l'augmentation du taux. Cette dernière va engendrer une hausse comprise entre 11 et 36 € pour 4 foyers sur 5.
Dominique DENIEUL indique qu'en anticipant la collecte tous les 15 jours, le SMICTOM a évité une augmentation plus conséquente. Il est difficile d'anticiper l'évolution de certains coûts de traitement en lien avec le contexte géopolitique, comme l'augmentation du prix des carburants. C'est un service apporté à l'usager et le SMICTOM s'efforce de trouver les leviers pour que ce soit le moins impactant possible. Il invite tous les élus des communes à faire évoluer les modalités de collecte, comme l'installation de bornes d'apport volontaires.
Sophie RANDUINEAU-PIROT estime que l'augmentation du taux constitue une marche importante, difficile à comprendre au regard du rapport d'activité 2021 du SMICTOM qui faisait état de 4 millions d'euros d'excédent. Il aurait été intéressant de disposer des résultats d'exercice de l'année 2022 et souhaiterait une explication sur la différence entre taxe et redevance.
Melaine MORIN précise que des actions sont menées par le SMICTOM pour diminuer le coût pour les habitants et réduire la quantité de déchets : extension des consignes de tri, déploiement des bornes d'apport volontaires…
Dominique DENIEUL répond qu'une formation pourra être proposée sur le sujet de la taxe et la redevance pour les élus.
Françoise GATEL précise qu'il sera intéressant de mesurer l'impact des investissements actuels. Elle considère qu'il est important de disposer d'une épargne de précaution, afin de réaliser les investissements nécessaires pour s'adapter au contexte et aux nouvelles normes sanitaires.

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré et à la majorité (27 pour, 3 contre, 1 abstention), décide :
- ✓ d'adopter le taux pour la part fixe ci-dessus proposé pour l'année 2023 ;
- ✓ d'autoriser le Président à exécuter cette décision et à signer tout document s'y rapportant.

7. Fixation du produit attendu de la taxe GEMAPI pour 2023

Dominique DENIEUL indique que depuis le 1er janvier 2018, la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations (GEMAPI) est devenue une compétence obligatoire des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale à fiscalité propre. Depuis cette date, le Pays de Châteaugiron Communauté exerce donc les compétences 1°, 2°, 5°, 8° du I de l'article L 211-7 du code de l'environnement.

Pour rappel, la GEMAPI regroupe quatre missions relatives à la gestion de l'eau :
- L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique
- L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal ou à ce plan d'eau
- La défense contre les inondations et contre la mer
- La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

Par délibération du 22 septembre 2022, le Conseil communautaire du Pays de Chateaugiron Communauté a décidé d'instaurer le principe de la taxe GEMAPI permettant d'enclencher un programme d'actions et de travaux ambitieux sur le territoire du Pays de Châteaugiron Communauté.

Le produit de cette taxe est arrêté chaque année par le conseil communautaire, dans les conditions prévues à l'article 1639A du code général des impôts, dans la limite d'un plafond fixé à 40 € par habitant.

Il est précisé que le produit voté de la taxe est au plus égal au montant annuel prévisionnel des charges de fonctionnement et d'investissement résultant de l'exercice de la compétence GEMAPI. Pour le Pays de Châteaugiron Communauté, le montant des charges correspond à la cotisation versée à l'EPTB Vilaine.

Pour 2023, le montant de la cotisation est estimé à 131 403 €. Considérant le montant déduit au travers l'attribution de compensation des communes lors du transfert de la compétence (27 582 €), le montant maximum du produit appelé s'élève à 103 821 €.

Aussi, pour la première année d'instauration de la taxe GEMAPI, il est proposé que le Pays de Châteaugiron Communauté conserve un reste à charge à hauteur de 67 %, soit un produit appelé d'un montant de 34 261 € pour 2023.

Françoise GATEL rappelle l'enjeu de la ressource en eau en Bretagne et précise que la collectivité ne pourra pas tout financer. Il est important d'avoir une implication des élus locaux dans ces syndicats.

Gabriel PIROT salue la part importante de prise en charge proposée pour la Communauté de communes. Il estime que tout le monde va payer cette taxe, en particulier les propriétaires vont la répercuter sur leurs locataires. D'autre part, il s'interroge sur le programme d'investissement. Il précise qu'en 2022, 166 EPCI sur 1 253 ont instauré la taxe GEMAPI et estime qu'un geste est parfois fait pour des gens qui ne paient pas l'eau.
Dominique DENIEUL répond que le programme d'actions ambitieux est en train de se mettre en route, puisqu'il faut désormais raisonner à l'échelle des bassins. Il y a une vraie volonté des acteurs du territoire à suivre les actions pour la reconquête de l'eau.
Françoise GATEL considère qu'il faut veiller à la frugalité de la taxe. Il faut qu'il y ait un engagement à ce que la taxe n'augmente pas pendant 3 ans et que l'argent soit utilisé de manière pertinente avec des résultats sur la qualité de l'eau.
Gabriel PIROT précise qu'il votera contre cette délibération, car il estime qu'on supprime des taxes, comme la taxe d'habitation, pour en mettre d'autres en place.
Dominique DENIEUL rappelle la nécessité de financer les politiques de l'eau.
Benoît FOUCHER indique qu'il votera également contre cette délibération et estime que la Communauté de communes aurait pu supporter les 40 000 €.

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré et à la majorité (25 pour, 6 contre), décide :

- ✓ de fixer le produit de la taxe sur la GEMAPI à 34 261 € pour l'année 2023 ;
- ✓ d'autoriser le Président à exécuter cette décision et à signer tout document s'y rapportant.

8. Subventions aux associations 2023

Yves RENAULT présente le tableau des subventions pour 2023 :

	2022	**2023**
Associations « Ecoles de musique »		
Ecole de musique intercommunale PLF	179 476 €	287 476 €
Ecole de musique Haute Vilaine	21 442 €	19 409 €
Total Ecoles de musique	***200 918 €***	***306 885 €***

Associations culturelles		
Caravane MJC	8 490 €	8 490 €
Bagad	1 741 €	1 740 €
Photogiron	230 €	230 €
UTL	570 €	570 €
Cinéma 35	525 €	350 €
Pav'Art	750 €	1 000 €
La Rimandelle	250 €	500 €
In D Domloup	0 €	500 €
Entraide Familles Domloup CSF	0 €	500 €
Festival du Bout du Champ	0 €	250 €
Total associations culturelles	***12 556 €***	***14 130 €***

Associations Tourisme		
Office de Tourisme intercommunal	145 000 €	152 500 €
Total associations Tourisme	***145 000 €***	***152 500 €***

Associations sportives		
Subvention de fonctionnement	***11 600 €***	***9 900 €***
US section cycliste - Com. de communes	3 200 €	3 200 €
US section cycliste - Com. de communes	800 €	0 €
Les Foulées de Domloup	1 000 €	1 000 €
La Boucle du Pavail	500 €	500 €
ACHV	900 €	500 €
Union Sportive nature - Ossé	1 000 €	1 000 €
Comité des fêtes de Servon	700 €	700 €
Echiquier domloupéen - Domloup	1 000 €	1 000 €
Les Hawks : base-ball	1 000 €	0 €
Noyaltitude	1 000 €	1 000 €
Judo Pays de Vilaine	500 €	0 €
USC Triathlon		1 000 €
Clubs	***24 140 €***	***24 310 €***
Club de Tennis bois Orcan	6 330 €	6 335 €
Club de tennis de Servon-sur-Vilaine	1 580 €	1 600 €
Club de tennis d'Ossé	170 €	260 €
Club de Tennis de Noyal-sur-Vilaine	1 370 €	990 €
ACHV	7 570 €	7 235 €
Archers de Saint-Loup	1 910 €	2 230 €
OCC	1 065 €	1 075 €
Hawks base-ball et softball	1 460 €	1 615 €
Escalade - Noyaltitude	2 685 €	2 970 €
Emplois sportifs	***108 505 €***	***116 594 €***
Judo Châteaugiron	5 000 €	5 000 €
USC Gym Volontaire	2 104 €	1 612 €
Basket Châteaugiron	5 000 €	5 000 €
Football Châteaugiron	5 000 €	5 000 €
USC Roller	1 536 €	1 140 €
USC Badminton	764 €	767 €
Echiquier Domloupéen	1 520 €	1 520 €
DS Danse	3 492 €	3 488 €
Domloup Sport	5 000 €	5 000 €
Mairie Domloup - multisport	5 000 €	5 000 €
DS Judo	1 044 €	1 365 €
EAMS 35 Karaté	1 120 €	1 120 €
ASN Basket	2 450 €	2 948 €
Football Noyal-sur-Vilaine	5 000 €	5 000 €
Noyal Danse	2 910 €	2 910 €
OSA	5 000 €	5 000 €

ESP Judo	1 015 €	1 015 €
Multisport Servon-sur-Vilaine	5 000 €	5 000 €
CS Servon Football	5 000 €	5 000 €
CS Servon Basket	864 €	5 000 €
OCC Natation	4 384 €	4 308 €
ACHV	2 564 €	4 968 €
Club de Tennis bois Orcan	5 000 €	5 000 €
Club de tennis de Servon-sur-Vilaine	2 522 €	2 592 €
Club de Tennis de Noyal-sur-Vilaine	1 848 €	1 400 €
Hawks base-ball et softball	3 384 €	4 081 €
GYMMONE (NSV)	680 €	680 €
SEICHE FOOTBALL CLUB	3 612 €	3 612 €
Châteaugiron Communauté handball Club	1 560 €	1 344 €
Domloup Basket	2 844 €	2 952 €
Judo Pays Vilaine		5 000 €
USC Volley-ball	288 €	1 088 €
Noyaltitude		684 €
Régularisation	1 000 €	1 000 €
Groupement d'employeurs	15 000 €	10 000 €
Total associations sportives	***144 245 €***	***150 804 €***

Associations Petite enfance		
Espace jeux Les Pitchouns - Châteaugiron	19 916 €	19 916 €
Espace jeux Les P'tits Loups - Domloup	12 909 €	17 212 €
Espace jeux La Toupie – Noyal-sur-Vilaine	14 937 €	19 916 €
Espace Jeux Tom Pouce - Piré-sur-Seiche	10 390 €	11 252 €
Espace jeux Les Lutins - Servon-sur-Vilaine	15 000 €	16 380 €
AAMPC - Châteaugiron	3 500 €	3 500 €
ACERAM - Noyal-sur-Vilaine	450 €	450 €
AAMP - Piré-Chancé	250 €	250 €
Enveloppe complémentaire - accompagnement social		*416 €*
Total associations Petite enfance	***77 352 €***	***89 292 €***

Associations Actions solidaires		
Association 'Epicerie Sociale'	6 888 €	6 993 €
ADMR Châteaugiron	11 176 €	12 000 €
ADMR Bords de Vilaine	8 005 €	8 500 €
ADMR Châteaubourg	2 410 €	2 650 €
ADMR Les Dolmens	11 390 €	11 571 €
Alli'âges Association	1 600 €	1 600 €
Total associations Actions solidaires	***41 469 €***	***43 314 €***

Autres associations		
Bois collectif 35	550 €	550 €
EHOP	8 400 €	- €
Club d'entreprises	4 000 €	2 500 €
Espace écochanvre – Noyal-sur-Vilaine	2 000 €	2 000 €
Total autres associations	***14 950 €***	***5 050 €***

TOTAL SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS	***636 490 €***	***761 975 €***

De plus, conformément aux modalités validées dans le schéma culturel 2022-2027, il est également proposé de valider la liste des acteurs et projets culturels d'intérêt communautaire bénéficiant d'une subvention et les montants à verser :

	2022	**2023**
L'intervalle	8 490 €	8 490 €
Rendez-Fou	0 €	3 000 €
3 CHA	8 490 €	8 490 €
SMAC Salon des métiers d'arts	4 000 €	4 000 €
Festival E'môm'tions	1 095 €	1 095 €
Les soirées d'été	3 100 €	3 100 €
Fête du jeu	3 000 €	1 850 €
Couleurs de Bretagne	0 €	500 €
Total acteurs culturels	***28 175 €***	***30 525 €***

Enfin, il est proposé d'accorder, à titre exceptionnel, une subvention d'investissement d'un montant de 40 000 € au Cinéma PARADISIO dans le cadre de la mise en projecteurs et d'une chaîne sonore.

Benoît FOUCHER considère qu'il manque de critères pour l'attribution des subventions, comme évoqué en Commission Finances. Il cite l'exemple d'une association à Noyal-sur-Vilaine qui avait un investissement important de 6 à 7 000 €, mais qu'il lui a été répondu que la demande ne répondait pas à l'intérêt communautaire. Il dit être un peu fâché de cette situation et souhaite une session de rattrapage.
Dominique DENIEUL rappelle que les dossiers de subvention sont étudiés dans chaque commission. Le principe reste le même : il faut démontrer une réflexion intercommunale dans les projets des associations.
Sophie RANDUINEAU-PIROT indique que la Commission Culture a évoqué la volonté de clarifier le critère du rayonnement intercommunal.
Dominique DENIEUL répond qu'il est prévu d'engager une réflexion sur ce sujet.

Président de plusieurs associations, Louis HUBERT ne participe pas au vote pour les associations le concernant.

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré et à la majorité (29 pour, 2 abstentions), décide :
- ✓ de valider le tableau présenté ci-dessus ;
- ✓ d'autoriser le Président à exécuter cette décision et à signer tout document s'y rapportant.

9. M57 : règlement budgétaire et financier

Yves RENAULT rappelle que par délibération en date du 17 novembre 2022, le Pays de Châteaugiron Communauté a fait le choix de passer à la norme comptable M57 à compter du 1er janvier 2023. Pour mémoire, cette norme sera applicable obligatoirement à toutes les collectivités au 1er janvier 2024.

Cette nomenclature prévoit l'instauration d'un Règlement Budgétaire et Financier (RBF) valable pour la durée de la mandature. Ce règlement (en annexe) doit notamment préciser :
- Les modalités de gestion des autorisations de programme, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement, en fixant les règles de caducité applicables aux crédits pluriannuels
- Les modalités d'information du Conseil Communautaire sur la gestion des engagements pluriannuels au cours de l'exercice.

Ce règlement est aussi l'occasion de préciser, en l'adaptant au contexte de la Communauté de communes et à son logiciel de gestion financière :

- Les principes généraux portant sur le budget et l'exécution budgétaire
- Les modalités de gestion des dépenses et recettes
- Les opérations spécifiques, dont la clôture d'exercice et la gestion patrimoniale.

Par ailleurs, la mise en place de la nomenclature M57 implique aussi de fixer le mode de gestion des amortissements des immobilisations. Pour rappel, l'amortissement est un mécanisme comptable qui permet, chaque année, de faire constater forfaitairement la dépréciation des biens immobilisés et de dégager ainsi une ressource destinée à les renouveler. Les durées d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles sont fixées pour chaque bien ou chaque catégorie de biens par l'assemblée délibérante. Dans le cadre de la mise en œuvre de la M57, il est proposé de voter une nouvelle délibération afin de mettre à jour les modalités d'amortissement des immobilisations des budgets disposant d'un inventaire comptable. En premier lieu, sur le périmètre des immobilisations amortissables et sur les durées d'amortissement, le nouveau référentiel M57 sera sans conséquence, le tableau des durées issu de la délibération du 21 mars 2013 ne fait pas l'objet de modification majeure.

En second lieu, et il s'agit du principal changement apporté par la nomenclature M57 sur l'amortissement des immobilisations, la date de démarrage de celui-ci sera déterminée selon la règle du prorata temporis. Cette disposition nécessite un changement de méthode comptable, la nomenclature M14 utilisée jusqu'à présent calculant les dotations avec un début des amortissements au 1er janvier n+1. L'amortissement prorata temporis est, pour sa part, calculé pour chaque catégorie d'immobilisation au prorata du temps prévisible d'utilisation. L'amortissement commence ainsi à la date effective d'entrée du bien dans le patrimoine de la Communauté de communes. Il est, à ce titre, proposé que ce soit la date du mandat qui soit retenue afin de pouvoir déterminer une date certaine et objective. Ce changement de méthode comptable s'appliquera de manière progressive, et ne concernera que les nouveaux flux réalisés à compter du 1er janvier 2023. En outre, dans une logique d'approche par les enjeux, une entité peut justifier la mise en place d'un aménagement de la règle du prorata temporis pour les nouvelles immobilisations, notamment pour des catégories faisant l'objet d'un suivi globalisé à l'inventaire (biens acquis par lot, petit matériel ou outillage, biens de faible valeur…). Dans ce cadre, il est proposé d'aménager la règle du prorata temporis pour les subventions d'équipement versées et pour les catégories faisant l'objet d'un suivi globalisé à l'inventaire. Cette dérogation concernera principalement les biens de faible valeur qui sont amortis en un seul exercice. Il est, par ailleurs, proposé de porter le seuil unitaire de ces biens à 1 000 €.

Imputation	Bien concerné	Durée d'amortissement à compter de la M57
131x et 133x	Subventions reçues	Durée du bien amorti
203x	Frais d'études, de recherche et de développement non suivis de travaux	5 ans
2041xx	Subventions d'équipement aux organismes publics	15 ans
2042x (sauf 20421)	Subventions d'équipements aux organismes privés	15 ans
20421	Subventions aux organismes privés (matériels, biens…)	5 ans
2051	Concessions et droits similaires	3 ans
211	Terrains	Non amortissable
212 (sauf 2121)	Agencements	Non amortissable
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	15 ans
213 (sauf 2132)	Constructions	Non amortissable
2132	Immeubles de rapport	30 ans
214	Constructions sur sol d'autrui	Non amortissable
2142	Constructions sur sol d'autrui – immeuble	Sur la durée du bail à construction
215	Installations, matériels et outillages techniques	15 ans
21828	Matériel roulant technique	5 ans
21838	Matériel informatique	5 ans
21848	Mobilier	5 ans
2185	Matériel de téléphonie	5 ans
2188	Matériel technique	5 ans

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré et à l'unanimité, décide :

- ✓ d'approuver le règlement budgétaire et financier en annexe ;
- ✓ d'adopter les durées d'amortissement du budget principal et des budgets annexes disposant d'un inventaire telles qu'elles sont indiquées dans le tableau ci-dessus à partir de 2023 et selon les modalités énoncées, à savoir :
  - Tous les biens immobilisés seront amortis selon la règle du prorata temporis à compter du 1er janvier 2023. A ce titre la date de mandatement sera celle retenue pour démarrer l'amortissement du bien ;
  - La règle du prorata temporis fera l'objet d'une dérogation pour les subventions d'équipement et les catégories qui feront l'objet d'un suivi globalisé, ces immobilisations seront alors amorties avec une date de démarrage au 1er janvier de l'exercice n+1 ;
  - Tous les biens d'un montant inférieur ou égal à 1 000 € sont considérés comme étant de faible valeur et seront amortis sur une seule année puis sortis de l'inventaire l'année suivante ;
- ✓ d'autoriser le Président à exécuter cette décision et à signer tout document s'y rapportant.

10. Equipement sportif : crédits de paiement (AP/CP)

Dominique DENIEUL indique que par délibération en date du 12 décembre 2019, le Conseil communautaire a créé une Autorisation de Programme – Crédits de Paiement (AP-CP) pour la construction de la salle multisport intercommunale à Noyal-sur-Vilaine. L'AP/CP permet ainsi de planifier le financement de cette opération sur le fondement des articles L. 2311-3 et R. 2311-9 du code général des collectivités territoriales.

Pour 2023, compte-tenu de la fin des travaux, il est nécessaire d'inscrire les crédits de dépenses (exprimés en TTC) comme suit :

	Réalisé 2018	**Réalisé 2019**	**Réalisé 2020**	**Réalisé 2021**	**Réalisé 2022**	**Crédit de paiement 2023**	**TOTAL**
Maîtrise d'œuvre et autres missions	162 472,19 €	330 117,71 €	129 746,70 €	58 797,47 €	8 594,68 €	17 000,00 €	706 728,75 €
Travaux de construction		451 785,80 €	2 457 694,23 €	2 177 268,56 €	69 905,24 €	108 000,00 €	5 264 653,83 €
Matériel/mobilier				13 021,41 €	6 727,92 €	0,00 €	19 749,33 €
TOTAL	**162 472,19 €**	**781 903,51 €**	**2 587 440,93 €**	**2 249 087,44 €**	**85 227,84 €**	**115 000,00 €**	**5 991 131,91 €**

Il est précisé que ces travaux sont subventionnés par :

- l'Etat au titre de la DETR
- la Région au titre du contrat de partenariat
- le Département au titre du contrat de territoire (volet 2)
- la Fédération Française de Montagne et d'Escalade (FFME).

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré et à l'unanimité, décide :

- ✓ d'approuver l'AP/CP pour la salle multisport intercommunale qui sera annexé au budget 2023 ;
- ✓ d'autoriser le Président à exécuter cette décision et à signer tout document s'y rapportant.

11. Marché global de performance : crédits de paiement (AP/CP)

Dominique DENIEUL rappelle que par délibération en date du 12 décembre 2020, le Conseil communautaire a créé une Autorisation de Programme – Crédits de Paiement (AP-CP) pour le marché global de performance des zones d'activité. L'AP/CP permet ainsi de planifier le financement de cette opération sur le fondement des articles L. 2311-3 et R. 2311-9 du code général des collectivités territoriales.

Pour 2023, compte-tenu de l'avancée des travaux, il est nécessaire d'inscrire les crédits de dépenses (exprimés en TTC) comme suit :

Total Marché	Autorisation de programme (montant de travaux - marché et avenant)	Crédit de paiement						Total
		Réalisé 2018	Réalisé 2019	Réalisé 2020	Réalisé 2021	Réalisé 2022	2023	
Richardière Nord	252 896,40 €	5 853,60 €	243 949,20 €	0,00 €	0,00 €	600,00 €	2 493,60 €	**252 896,40 €**
Richardière Sud	323 570,40 €	10 814,40 €	62 041,56 €	5 400,00 €	18,00 €	242 896,44 €	2 400,00 €	**323 570,40 €**
Giraudière	997 657,20 €	13 368,00 €	0,00 €	347 502,24 €	575 260,61 €	58 526,35 €	3 000,00 €	**997 657,20 €**
Rivière	651 609,60 €	10 814,40 €	0,00 €	0,00 €	5 847,12 €	576 388,80 €	58 559,28 €	**651 609,60 €**
Olivet Sud	696 465,60 €	8 260,80 €	463 219,56 €	209 848,44 €	1 823,63 €	13 313,17 €	0,00 €	**696 465,60 €**
Le Prée	75 860,40 €	3 153,60 €	0,00 €	72 106,80 €	255,82 €	344,18 €	0,00 €	**75 860,40 €**
Total Marché	**2 998 059,60 €**	**52 264,80 €**	**769 210,32 €**	**634 857,48 €**	**583 205,18 €**	**892 068,94 €**	**66 452,88 €**	**2 998 059,60 €**

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré et à la majorité (30 pour, 1 abstention), décide :

- ✓ d'approuver l'AP/CP pour le marché global de performance qui sera annexé au budget 2023 ;
- ✓ d'autoriser le Président à exécuter cette décision et à signer tout document s'y rapportant.

12. Budget primitif 2023

Le budget primitif pour l'année 2023 est présenté en séance :

- budget principal : les résultats 2022 étant connus, ils peuvent être intégrés dès le budget primitif. Ces chiffres sont confirmés et conformes au compte de gestion tenu par la trésorerie
- budgets annexes : les écritures et résultats, constatés sur 2022 et conformes aux résultats du compte de gestion tenu par la trésorerie, ont été approuvés par le Conseil communautaire puis affectés et intégrés au budget 2023.

Ces budgets sont présentés dans le document en annexe.

Françoise GATEL souligne l'effort très important de la Communauté de communes sur les mobilités et notamment l'autopartage et le covoiturage. Les évolutions législatives interrogent la structuration des finances des collectivités : Zéro Artificialisation Nette, suppression de la taxe d'habitation, de la CVAE. A un moment, l'Etat ne pourra plus compenser ces évolutions au vu de son propre déficit.
Benoît FOUCHER rappelle la très bonne santé financière sur le budget de fonctionnement, mais demande si c'est signe de bonne gestion. Il est nécessaire d'investir pour anticiper et se préparer aux conséquences du changement climatique. Il considère qu'il existe une disparité de budget entre les services et qu'il pourrait y avoir des économies sur certains services, notamment le sport et la culture qui sont des compétences facultatives. Il rappelle les priorités déjà soulevées l'année dernière autour de la mobilité, l'habitat, la transition énergétique.
Dominique DENIEUL répond qu'il y a des priorités qui se rejoignent. Il est important de maintenir une capacité de financement au vu de ce qui se prépare. Il rappelle l'importance du sport (notamment du sport-santé), de la culture et du tourisme pour les habitants.
Françoise GATEL rappelle que les mobilités sont de la compétence du Conseil régional qui bénéficie de financements pour cela. Il est important pour les habitants d'avoir accès aux médiathèques, aux spectacles et de disposer d'une offre éducative et culturelle sur le territoire. Cela participe à l'émancipation et à la construction de la citoyenneté, en créant du lien social.
Sur le budget principal, Benoît FOUCHER considère que le taux de réalisation des projets est assez faible. Il faut essayer d'être plus réaliste sur les budgets, ce qui nécessite peut être davantage d'anticipation. Il espère que les projets seront réalisés sur les mobilités.
Dominique DENIEUL répond que ce sont des projets qui nécessitent beaucoup d'ingénierie, ce qui explique le délai de réalisation.
Benoît FOUCHER estime qu'il faut faire un effort plus important sur la rénovation énergétique des bâtiments publics et qu'il est nécessaire de prendre davantage en compte le réchauffement climatique, notamment les risques d'inondation. Sur la culture et le sport, il considère que c'est une question de curseur.
Dominique DENIEUL partage le fait de prendre en compte les problématiques de réchauffement climatique dans les politiques publiques.

Chaque budget faisant l'objet d'un vote particulier, le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- ✓ de valider le budget primitif du budget principal (section de fonctionnement et section d'investissement) **à la majorité (30 pour, 1 contre) ;**
- ✓ de valider le budget primitif des budgets annexes (section de fonctionnement et section d'investissement) :
  - *Bâtiments relais de Beaujardin - Châteaugiron* **à l'unanimité ;**
  - *Centre de secours - Châteaugiron* **à l'unanimité ;**
  - *Perception – Châteaugiron* **à l'unanimité ;**
  - *Logements spécifiques - Châteaugiron* **à l'unanimité ;**
  - *ZA de la Hutte aux Renards (ZA du Pavail) - Saint Aubin du Pavail* **à l'unanimité ;**
  - *Zone Tertiaire (Parc des Vents d'Ouest) - Noyal-sur-Vilaine* **à l'unanimité ;**
  - *Ecoparc - Noyal-sur-Vilaine* **à l'unanimité ;**
  - *ZA la Barbotière/La Rivière - Noyal-sur-Vilaine* **à l'unanimité ;**
  - *ZA La Richardière - Noyal-sur-Vilaine* **à l'unanimité ;**
  - *ZA du Ballon - Piré-sur-Seiche* **à l'unanimité ;**
  - *ZA Le prévôt - Châteaugiron* **à l'unanimité ;**
  - *Extension du PAPB (Portes de Bretagne 2) - Servon-sur-Vilaine* **à la majorité (30 pour, 1 contre) ;**
  - *Panneaux photovoltaïques* **à l'unanimité ;**
  - *SPANC* **à l'unanimité ;**
- ✓ d'autoriser le Président à exécuter cette décision et à signer tout document s'y rapportant.

Yves RENAULT et Dominique DENIEUL remercient Aurélie VILLENEUVE, Hélène FRESNEL et l'équipe de la Communauté de communes mobilisée pour la construction de ce budget.

Le Président rappelle le questionnaire actuellement en ligne sur le Projet Alimentaire Territorial et le forum du 6 avril prochain.

La séance est levée à 22h45.

***

Le Président
Dominique DENIEUL

Le Secrétaire de séance
Pierre-Yves TANVET

Pays de Châteaugiron Communauté

REGLEMENT BUDGETAIRE ET FINANCIER

Référentiel M57

PROJET

SOMPRÉSIDENT

Préface 2

I - Le cadre juridique du budget communal

Article 1 : La définition du budget 3
Article 2 : Les grands principes budgétaires et comptables 3
Article 3 : La présentation et le vote du budget 4
Article 4 : Le débat d'orientation budgétaire 5
Article 5 : La modification du budget 6

II - L'exécution budgétaire

Article 6 : L'exécution des dépenses avant l'adoption du budget 6
Article 7 : Le circuit comptable des recettes et des dépenses 7
Article 8 : Le délai global de paiement 8
Article 9 : Les dépenses obligatoires et imprévues 8
Article 10 : Les opérations de fin d'exercice 9
Article 11 : La clôture de l'exercice budgétaire 9

III- Les régies

Article 12 : La régie d'avance 10
Article 13 : La régie de recettes 10
Article 14 : Le suivi et le contrôle des régies 10

IV- La gestion pluriannuelle

Article 15 : La définition des Autorisations de Programme et Crédits de Paiement 11
Article 16 : Le vote des AP/CP 11
Article 17 : La révision des AP/CP 12
Article 18 : AP votées par opération 12

V- Les provisions

Article 19 : La constitution des provisions 13

VI- L'actif et le passif

Article 20 : La gestion patrimoniale 13
Article 21 : La gestion des immobilisations 13
Article 22 : La gestion de la dette 14

VII- Le contrôle des collectivités territoriales exercé par la Cour des comptes

Article 23 : Le contrôle juridictionnel 14
Article 24 : Le contrôle non juridictionnel 14

Lexique 15

PROJET

Préface :

Le règlement budgétaire et financier devient obligatoire avec le passage à la nomenclature comptable M57.

Celui-ci a pour objectif principal de clarifier et de rationaliser l'organisation financière et la présentation des comptes locaux.

Il décrit notamment les processus financiers internes que le Pays de Châteaugiron Communauté a mis en œuvre pour renforcer la cohérence de ses choix de gestion. Il permet également d'identifierle rôle stratégique de chacun des acteurs en présence. Les modalités de préparation et d'adoption du budget par l'organe délibérant ainsi que les règles de gestion par l'exécutif des autorisations de programme et d'engagement sont par ailleurs des éléments obligatoires du règlement.

Le présent règlement sera actualisé en cas de besoin et en fonction de l'évolution des dispositions législatives et réglementaires.

PROJET

I- Le cadre juridique du budget du Pays de Châteaugiron Communauté

Article 1 : La définition du budget

Conformément à l'article L.2312-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le budget du Pays de Châteaugiron Communauté est proposé par Monsieur le Président et voté par le conseil communautaire.

Le budget primitif est voté par le conseil communautaire au plus tard le 15 avril, ou le 30 avril en période de renouvellement des exécutifs locaux (article L1612-2 du CGCT).

Le budget est l'acte par lequel le conseil communautaire prévoit et autorise les recettes et les dépenses d'un exercice :

- En dépenses : les crédits votés sont limitatifs ; les engagements ne peuvent être validés qui si des crédits ont été mis en place ;
- En recettes : les crédits sont évaluatifs ; les recettes réalisées peuvent être supérieures aux prévisions.

Le budget comporte deux sections : la section de fonctionnement et la section d'investissement. Chacune des sections est présentée en équilibre en dépenses et en recettes.

Le budget primitif est composé de :

- Le budget principal comprend l'ensemble des recettes et des dépenses de la collectivité qui n'ont pas vocation à faire l'objet d'un budget annexe.
- Les budgets annexes sont votés par le conseil communautaire et doivent être établis pour certains services locaux spécialisés (zones d'activité, bâtiments relais…). Le Pays de Châteaugiron Communauté dispose, au 1er janvier 2023 de 12 budgets annexes : *Bâtiments relais, Centre de secours, ancienne perception, logements gendarmerie, ZA du Pavail, Ecopole, Parc des Vents d'ouest, ZA la Rivière Sud, ZA la Richardière, ZA du Ballon, ZA le Prévôt, Les Portes de Bretagne 2.*
- Les budgets autonomes sont établis par d'autres établissements publics locaux rattachés à la collectivité. *Il s'agit du budget 'SPANC' et 'panneaux photovoltaïques'*

Le budget primitif est accompagné d'un rapport de présentation. Ce document présente le budget dans son contexte économique et réglementaire et en détaille la ventilation par grands postes.

Le budget est constitué de l'ensemble des décisions budgétaires annuelles ou pluriannuelles se déclinant en budget primitif (BP), budget supplémentaire (BS) et décisions modificatives (DM).

Le budget est envoyé sous forme dématérialisée aux services de l'Etat.

Article 2 : Les grands principes budgétaires et comptables

Le principe d'annualité budgétaire correspond au fait que le budget prévoit les recettes et autorise les dépenses pour un exercice budgétaire se déroulant du 1er janvier au 31 décembre de l'année civile. La loi prévoit cependant une exception pour les budgets locaux selon laquelle le budget peut être voté jusqu'au 15 avril, et au plus tard le 30 avril, en cas de période de renouvellement des exécutifs locaux.

Ce principe d'annualité comprend certains aménagements justifiés par le principe de continuité budgétaire :

- Les reports de crédits : les dépenses engagées mais non mandatées vis-à-vis d'un tiers à la fin de l'exercice sont reportées sur l'exercice suivant pour permettre le paiement des dépenses.
- La période dite de « journée complémentaire » : cette période correspond à la journée comptable du 31 décembre prolongée jusqu'au 31 janvier permettant de comptabiliser pendant un mois supplémentaire, en section de fonctionnement, des dépenses correspondant à des services rendus par la collectivité avant le 31 décembre ou de comptabiliser des recettes correspondant à des droits acquis avant cette date et permettant aussi l'exécution des opérations d'ordre de chacune des sections.
- La gestion en autorisations de programme et crédits de paiement : gestion autorisée pour les opérations d'investissement permettant de programmer des engagements dont le financement et la réalisation sont exécutés sur plusieurs années.

PROJET

Le principe d'unité budgétaire : toutes les recettes et les dépenses doivent figurer dans un document budgétaire unique : le budget général de la collectivité.

Le principe d'universalité budgétaire : toutes les opérations de dépenses et de recettes doivent être indiquées dans leur intégralité dans le budget. Les recettes ne doivent pas être affectées à des dépenses particulières.

Des dérogations à ce principe sont aussi prévues par la loi et concernent :

- Les recettes sont affectées à une dépense particulière, conformément à des textes législatifs ou réglementaires.
- Les subventions d'équipement affectées au financement d'un équipement.
- Les recettes qui financent une opération pour compte de tiers.

Le principe de spécialité budgétaire : spécialisation des crédits par chapitre groupant des dépenses et des recettes en fonction de leur nature ou de leur destination.

Les principes d'équilibre et de sincérité : ils impliquent une évaluation sincère des dépenses et des recettes ainsi qu'un équilibre entre les recettes et les dépenses inscrites au budget et entre les deux sections (fonctionnement et investissement). Le remboursement de la dette doit être exclusivement assuré par les recettes propres de la collectivité et non par l'emprunt.

La séparation de l'ordonnateur et du comptable implique des rôles distincts pour ces deux acteurs publics.

- L'ordonnateur : le Président, en charge de l'engagement, de la liquidation, du mandatement et de l'ordonnancement des dépenses et des recettes avec l'appui des services internes du Pays de Châteaugiron Communauté.
- Le comptable public : agent de la Direction générale des finances publiques, en charge de l'exécution du paiement, sous sa responsabilité personnelle et pécuniaire, du recouvrement des recettes ainsi que du paiement des dépenses du Pays de Châteaugiron Communauté. Il contrôle alors les différentes étapes concernant les dépenses et les recettes effectuées par l'ordonnateur.

Tous ces principes permettent d'assurer une intervention efficace du conseil communautaire dans la procédure budgétaire et d'organiser une gestion transparente des deniers publics. En cas de non-respect de ces principes, la communauté de communes encourt des sanctions prévues par la loi.

Article 3 : La présentation et le vote du budget

Jusqu'au 31 décembre 2022, le Pays de Châteaugiron Communauté applique la nomenclature comptable M14 qui comporte un double classement des opérations, par nature et par fonction. Le classement des opérations par nature se divise en deux catégories : les dépenses et les recettes. Le classement des opérations par fonction permet d'établir une distinction des recettes et des dépenses selon leur destination ou leur affectation. Il est obligatoire pour les collectivités de plus de 3 500 habitants comme le Pays de Châteaugiron Communauté.

Lorsque le budget est voté par nature, il est assorti d'une présentation croisée par fonction ; lorsqu'il est voté par fonction, il est assorti d'une présentation croisée par nature.

Le Pays de Châteaugiron Communauté vote son budget par nature. Sa présentation est donc complétée par une présentation fonctionnelle. Le budget est également sous-divisé en chapitres et articles. Le Pays de Châteaugiron Communauté vote également son budget par chapitre.

Le budget contient également des annexes présentant notamment la situation patrimoniale ainsi que divers engagements de la collectivité.

Le référentiel budgétaire et comptable M14 appliqué par le Pays de Châteaugiron Communauté a été remplacé par le référentiel budgétaire et comptable M57 à compter du 1er janvier 2023. Ce changement de nomenclature nécessite des changements d'imputations budgétaires. Des tableaux de transposition M14/M57 viendront en soutien de cette nouvelle nomenclature comptable.

Le budget est établi en deux sections comprenant chacune des dépenses et des recettes (article L.2311-1 du CGCT).

PROJET

La section de fonctionnement regroupe essentiellement les dépenses de gestion courante, les dépenses de personnel et les intérêts de la dette, les dotations aux amortissements ; elle dispose de ressources définitives et régulières composées principalement du produit de la fiscalité locale, des dotations reçues de l'Etat et de produits des services communaux.

La section d'investissement retrace les opérations qui affectent le patrimoine de la communauté de communes et son financement ; on y retrouve en dépenses : les opérations d'immobilisations, le remboursement de la dette en capital et en recettes : des subventions de l'Etat, des collectivités territoriales, le Fonds de compensation de la TVA et aussi les nouveaux emprunts.

Le Pays de Châteaugiron Communauté a, jusqu'à présent, choisi de voter son budget N avec intégration des résultats N-1.

En cas de modification du calendrier budgétaire impliquant un vote du budget N avant que l'exercice concerné ne débute (par exemple, vote du budget N en décembre de l'exercice N-1, afin qu'il puisse s'appliquer dès le 1er janvier de l'année N), une reprise des résultatsN-1 à l'occasion d'un budget supplémentaire adopté au cours de l'année N sera nécessaire.

Article 4 : Le débat d'orientation budgétaire

Le Débat d'Orientations Budgétaires (DOB) est obligatoire pour les collectivités de plus de 3 500 habitants depuis la loi du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République. Ce débat porte sur les orientations générales du budget et doit se tenir dans un délai de 2 mois précédant le vote du budget par l'assemblée délibérante. Celui-ci doit faire l'objet d'une délibération distincte de celle du budget primitif.

Le débat d'orientation budgétaire est accompagné d'un rapport d'orientation budgétaire (ROB). L'information est renforcée dans les collectivités de plus de 10 000 habitants puisque le ROB doit, en outre, comporter une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Il précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel.

L'obligation d'information a été renforcée par l'article 13 de la loi de programmation des finances publiques du 22 janvier 2018 qui prévoit que ce rapport doit aussi présenter :

- Un objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement
- Un objectif d'évolution du besoin annuel de financement

Le DOB a vocation à renforcer la démocratie participative en instaurant une discussion au sein de l'assemblée délibérante sur les évolutions et les priorités de la situation financière de la collectivité.

Article 5 : La modification du budget

Elle peut intervenir soit :

- *Par virement de crédits* (VC) : Hors les cas où le conseil communautaire a spécifié que les crédits sont spécialisés par article, le Président peut effectuer des virements d'article à article à l'intérieur d'un même chapitre (article L.2312-2 du CGCT). Le référentiel budgétaire et comptable M57 permet de procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre, si l'assemblée délibérante l'y a autorisé, au sein de la même section, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de la section, limite fixée à l'occasion de la délibération adoptant la M57. Néanmoins, cette possibilité ne s'applique pas aux dépenses de personnel.

- *Par décision modificative (DM) :* lorsqu'un virement de crédits fait intervenir deux chapitres budgétaires différents, celui-ci nécessite alors une inscription en décision modificative (article L.1612-141 du CGCT). Suite à la mise en place de la M57, lesDM ne seront obligatoires que pour les virements de chapitre à chapitre au-delà du seuil autorisé de la fongibilité asymétrique.
  La DM fait partie des documents budgétaires votés par le conseil communautaire qui modifie ponctuellement le budget initial dans le but d'ajuster les prévisions en cours d'année, tant en dépenses qu'en recettes.
  Le nombre de DM est laissé au libre arbitre de chaque collectivité territoriale.

PROJET

II- L'exécution budgétaire

Article 6 : L'exécution des dépenses avant l'adoption du budget

L'article L.1612-1 du CGCT dispose que le Président est en droit, du 1er janvier de l'exercice jusqu'à l'adoption du budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses en section de fonctionnement (hors autorisationsd'engagement (AE)) dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, le Président peut engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement (hors autorisation de programme (AP)), sous réserve de l'autorisation de l'assemblée délibérante précisant le montant et l'affectation des crédits, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Pour les dépenses à caractère pluriannuel comprises dans une autorisation de programme ou d'engagement, le Président peut, selon l'article L1612-1 du CGCT, jusqu'à l'adoption du budget, liquider et mandater les dépenses d'investissement et de fonctionnement correspondant aux autorisations ouvertes au cours des exercices antérieurs, dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme ou d'engagement.

Article 7 : Le circuit comptable des recettes et des dépenses

L'engagement constitue la première étape du circuit comptable en dépenses. C'est un acte par lequel la communauté de communes crée ou constate à son encontre une obligation qui entraînera une charge (engagement juridique). Il résulte de la signature d'un contrat, d'une convention, d'un marché, d'un simple bon de commande.

L'engagement préalable est obligatoire dans l'application financière en dépenses, quelle que soit la section (fonctionnement ou investissement). Il permet de constater l'engagement juridique et de réserver les crédits correspondant. Il précède la signature d'un contrat ou d'une convention, ainsi que l'envoi des bons de commande aux fournisseurs.

L'engagement permet de répondre à 4 objectifs essentiels :

- vérifier l'existence de crédits sur les bonnes lignes budgétaires
- déterminer les crédits disponibles
- rendre compte de l'exécution du budget
- générer les opérations de clôture

L'engagement n'est pas obligatoire en recettes. En revanche, la pratique de l'engagement est un véritable outil d'aide à la gestion et au suivi des recettes.

La signature des engagements juridiques est de la compétence exclusive de l'ordonnateur, à savoir Monsieur le Président, ou ses Vice-Présidents par délégation, ou le directeur général des services par délégation.

La liquidation constitue la deuxième étape du circuit comptable en dépenses comme en recettes. Elle correspond à la vérification de la réalité de la dette et à l'arrêt du montant de la dépense. Après réception de la facture, la certification du service fait est portée et attestéeau regard de l'exécution des prestations effectuées ou de la livraison des fournitures commandées par le service gestionnaire de crédits.

Le mandatement des dépenses et l'ordonnancement des recettes : Le service des finances valide les propositions de mandats ou de titres après vérification de la cohérence et contrôle de l'exhaustivité des pièces justificatives obligatoires. Puis il émet l'ensemble des pièces comptables règlementaires (mandats, titres et bordereaux) qui permettent au comptable public d'effectuer le paiement des dépenses et l'encaissement des recettes.

En recette, les titres sont émis, soit avant encaissement avec l'édition d'un avis de somme à payer, soit après l'encaissement pour régularisation.

PROJET

A titre dérogatoire, le mandatement peut être effectué après paiement (prélèvements, remboursement de dette…) pour certaines dépenses avec l'autorisation du comptable public.

Le paiement de la dépense est effectué par le comptable public rattaché à la Direction générale des finances publiques, lorsque toutes les opérations ont été effectuées par l'ordonnateur de la communauté de communes, et après avoir réalisé son contrôle de régularité portant sur la qualité de l'ordonnateur, la disponibilité des crédits, l'imputation, la validité de la créance et le caractère libératoire du règlement.

Article 8 : Le délai global de paiement

Les collectivités locales sont tenues de respecter un délai global de paiement auprès deleurs fournisseurs et prestataires de service. Ce délai global de paiement a été modernisé par le droit de l'Union Européenne, avec notamment la Directive 2011/7 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales, qui a été transposée en droit français par la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 pour laquelle il existe un décret d'application du 31 mars 2013. Ce délai global de paiement est de 30 jours pour les collectivités locales. Ces 30 jours sont divisés en deux : 20 jours pour l'ordonnateur et 10 jours pour le comptable public.

Ce délai global de paiement court à compter de la date de réception de la facture, ou dans le cas où la facture est reçue mais les prestations et livraisons non exécutées ou non achevées, à la date de livraison ou de réalisation des prestations. Dans le cas d'un solde de marché, le délai de paiement commence à courir à la date de réception par le maître d'ouvrage du décompte général et définitif signé par l'entreprise titulaire.

Ce délai global de paiement peut être suspendu si la demande de paiement adressée à la communauté de communes n'est pas conforme aux obligations légales et contractuelles du créancier. Cette suspension démarre à compter de la notification motivée de l'ordonnateur au fournisseur ou prestataire concerné et reprend lorsque la collectivité reçoit la totalité des éléments manquants et irréguliers.

Article 9 : Les dépenses obligatoires et imprévues

Au sein de la communauté de communes, certaines dépenses sont rendues obligatoires par la loi selonl'article L.2321-1 du CGCT. Il s'agit, par exemple, de la rémunération des agents, des contributions et cotisations sociales y afférentes.

L'article L 2322-1 du CGCT prévoit que le conseil communautaire peut porter au budget un crédit pour dépenses imprévues, tant en section d'investissement qu'en section de fonctionnement.Ces crédits sont destinés à permettre à l'exécutif de faire face à une urgence pour engager, mandater et liquider une dépense non inscrite initialement au budget primitif (exemple : en cas d'incendie, tempête…).
Il n'est pas nécessaire d'attendre ou de provoquer une réunion du conseil communautaire pour procéder à un virement de crédits provenant des dépenses imprévues. En revanche, il doit rendre compte à l'assemblée délibérante de l'ordonnancement de la dépense dès la première session qui suit sa décision, pièces justificatives à l'appui.

L'inscription de ces crédits doit répondre aux règles suivantes :

- La nomenclature comptable M57 prévoit que les dépenses imprévues sont limitées à 2% des dépenses réelles de chaque section étant compris dans le seuil de la fongibilité asymétrique.
- Les dépenses imprévues ne peuvent se présenter que sous la forme d'AP ou d'AE.
- Les dépenses imprévues de la section d'investissement ne peuvent pas être financées par l'emprunt.

Pour rappel, l'article D.5217-23 du CGCT prévoit que ces chapitres de dépenses imprévues ne comportent pas d'article, ni de crédit et qu'ils ne donnent pas lieu à exécution.

PROJET

Article 10 : Les opérations de fin d'exercice

Les opérations de fin d'exercice permettent de respecter le principe budgétaire d'annualité et le principe d'indépendance des exercices basés sur la notion de droits constatés et notamment sur le rattachement des charges et des produits de l'exercice.

Les rattachements correspondent à des charges ou produits inscrits à l'exercice budgétaire en cours pour leur montant estimé, ayant donné lieu à service fait avant le 31 décembre du même exercice et pour lesquels le mandatement ne sera possible que lors de l'exercice suivant (exemple : facture non parvenue). Ces mandatements peuvent alors être effectués au budget de l'exercice suivant par la communauté de communes.

Le Pays de Châteaugiron Communauté peut limiter ce rattachement à des opérations ayant une incidence significative sur le résultat de l'exercice, laissée à son appréciation, à condition d'appliquer la permanence des méthodes. Le Pays de Châteaugiron Communauté a décidé de limiter les rattachements aux charges et aux produits faisant l'objet d'un engagement supérieur ou égal à 50,00 €.

Les reports de crédits se distinguent des rattachements. En effet, les rattachements ne visent que la seule section de fonctionnement afin de dégager le résultat comptable de l'exercice alors que les reports de crédits sont possibles pour les deux sections du budget.Ils correspondent aux dépenses engagées mais non mandatées lors de l'exercice budgétaire en cours. Ces reports sont alors inscrits au budget de l'exercice suivant par la communauté de communes.

Article 11 : La clôture de l'exercice budgétaire

Parmi les documents budgétaires composant le budget, le compte administratif et le compte de gestion sont des documents qui viennent rendre compte de l'exécution budgétaire d'un exercice.

Le compte administratif matérialise la clôture de l'exercice budgétaire qui intervient au 31 décembre de l'année, il reprend les réalisations effectives en dépenses (mandats) et en recettes (titres). Il présente alors les résultats comptables de l'exercice budgétaire et contient le bilan comptable de la collectivité. Ce document est soumis au vote en conseil communautaire avant le 30 juin n+1. Le Président peut présenter le compte administratif mais ne prend pas part au vote.

Le compte de gestion est établi par le comptable public avant le 1er juin de l'année suivant l'exercice budgétaire en cours. Il comporte une balance générale de tous les comptes tenus par le comptable public ainsi que le bilan comptable de la collectivité, et a pour objet de retracer les opérations budgétaires qui correspondent à celles présentées dans le compte administratif. En effet, la présentation de ce compte de gestion est analogue à celle du compte administratif et les données chiffrées ont l'obligation d'être strictement égales au sein de ces deux comptes, puisque le conseil communautaire doit en constater la conformité.

Le calendrier de clôture défini avec le Service de Gestion Comptable de Vitré permet d'obtenir le compte de gestion provisoire, au plus tard, au mois de mars N+1.
Le conseil communautaire entend, débat et arrête le compte de gestion **après** le compte administratif.

Le compte financier unique (CFU) a vocation à devenir, à partir de 2024, la nouvelle présentation des comptes locaux pour les élus et les citoyens. Sa mise en place vise plusieurs objectifs :

- favoriser la transparence et la lisibilité de l'information financière
- améliorer la qualité des comptes
- simplifier les processus administratifs entre l'ordonnateur et le comptable, sansremettre en cause leurs prérogatives respectives.

III- Les régies

Seul le comptable de la Direction générale des finances publiques est habilité à régler les dépenses et recettes de la Communauté de communes.

Ce principe connaît un aménagement avec les régies d'avances et de recettes qui permettent, pour des motifs d'efficacité du service public, à des agents placés sous l'autorité de l'ordonnateur et la responsabilité du comptable public, d'encaisser certaines recettes et de payer certaines dépenses.

La création d'une régie est de la compétence du conseil communautaire mais elle peut être déléguée au Président.

PROJET

Lorsque cette compétence a été déléguée au Président, les régies sont créées par arrêté.

L'avis conforme du comptable public est une formalité substantielle préalable à l'arrêté de création de la régie.

Article 12 : La régie d'avance

La régie d'avance permet au régisseur de payer certaines dépenses, énumérées dans l'acte de création de la régie. Pour cela, il dispose d'avances de fonds versées par le comptable public de la collectivité. Une fois les dépenses payées, l'ordonnateur établit un mandat au nom du régisseur et le comptable viendra ensuite s'assurer de la régularité de la dépense présentée au regard des pièces justificatives fournies par le régisseur et reconstituera l'avance qui a été faite au régisseur à hauteur des dépenses validées.

Article 13 : La régie de recettes

La régie de recettes permet au régisseur d'encaisser les recettes réglées par les usagersdes services de la collectivité et énumérées dans l'acte de création de la régie. Le régisseur dispose pour se faire d'un fond de caisse permanent dont le montant est mentionné dans l'acte de régie. Le régisseur verse et justifie les sommes encaissées au comptable public au minimum une fois par mois et dans les conditions fixées par l'acte de régie.

Article 14 : Le suivi et le contrôle des régies

L'ordonnateur, au même titre que le comptable public, est chargé de contrôler le fonctionnement des régies et l'activité des régisseurs. Il peut s'agir d'un contrôle, sur pièces, sur place.

Afin d'assurer leur fonctionnement correct et régulier, un référent ' régies' qui est généralement le responsable du service finances est placé pour coordonner le suivi etl'assistance des régies, ainsi que l'organisation des contrôles conjoints avec le comptable public.

Les régisseurs sont tenus de signaler sans délai au référent 'régies' des difficultés de tout ordre qu'ils pourraient rencontrer dans l'exercice de leur mission.

En sus des contrôles sur pièces qu'il exerce lors de la régularisation des écritures, lecomptable public exerce ses vérifications sur place avec ou sans le service des finances. Il est tenu compte, par l'ensemble des intervenants dans les processus, de ses observations contenues dans les rapports de vérification.

IV – La gestion pluriannuelle

Article 15 : La définition des autorisations de programme et des crédits de paiement

La nomenclature budgétaire et comptable M57 prévoit aussi la possibilité de recourir à la procédure de gestion par autorisation de programme pour les dépenses d'investissement.

Cette modalité de gestion permet à la communauté de communes de ne pas faire supporter à son budget annuel l'intégralité d'une dépense pluriannuelle, mais les seules dépenses à régler au cours de l'exercice.

Les autorisations de programme (AP) constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour l'exécution des investissements. Elles demeurent valables, sanslimitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être révisées. Ces autorisations de programme portent sur les grandes priorités communautaires.

Les crédits de paiement (CP) correspondent à la limite supérieure des dépenses pouvantêtre mandatées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme correspondantes. Ils reprennent les engagements délibérés par le conseil communautaire sur les programmes d'investissement réalisés sur plusieursannées du fait du coût important des opérations mais aussi de la durée des travaux et de leur importance stratégique pour le Pays de Châteaugiron Communauté.

PROJET

Article 16 : Le vote des AP/CP

Le nouveau référentiel budgétaire et comptable M57 impliquera, au 1er janvier 2023, une gestion nouvelle des AP/CP.

En matière de pluri annualité, le référentiel M57 permet l'affectation des autorisations de programme ou des autorisations d'engagement (AP ou AE) sur plusieurs chapitres.

L'assemblée délibérante est compétente pour voter, réviser ou annuler les AP.

Selon l'article R2311.9 du CGCT, les autorisations de programme ou d'engagement et leurs révisions éventuelles sont présentées par le Président. Elles sont votées par le conseil communautaire, par délibération distincte, lors de l'adoption du budget de l'exercice ou des décisions modificatives.

Seul le montant global de l'AP fait l'objet d'un vote. Une annexe budgétaire retrace le suivi pluriannuel de ces autorisations.

Dans tous les cas, une délibération annuelle relative aux AP sera présentée à l'approbation du conseil communautaire à l'adoption du budget. Cette délibération présentera d'une part un état des AP en cours et leurs éventuels besoins de révisions et d'autre part la création de nouvelles AP et les opérations y afférentes.

Article 17 : La révision des AP/CP

La révision d'une autorisation de programme consiste soit en une augmentation, soit en une diminution de la limite supérieure des dépenses autorisées par programme. Le montant de l'autorisation de programme peut alors être modifié.

La collectivité peut définir des règles de suppression d'autorisations devenues sans objet dans un délai prédéfini, elle peut également modifier les autorisations en fonction du rythme des réalisations des opérations pour éviter une déconnexion entre le montant des autorisations et le montant maximum des crédits de paiement inscrits au budget.

La révision des autorisations de programme ne sera alors autorisée que dans le cas d'une modification du montant d'une même autorisation correspondant à une priorité communautaire. En effet, cette gestion en autorisations de programme et crédits de paiement implique unsuivi strict et rigoureux des grandes opérations afférentes au plan pluriannuel d'investissement.

Les autorisations de programme demeurent valables sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Pour procéder à l'annulation d'une autorisation de programme, et conformément au principe de parallélisme des formes, la Communauté de communes devra délibérer.

Article 18 : Autorisations de programme votées par opération.

La communauté de communes a également la possibilité de voter les AP par opération. La notion d'opération concerne exclusivement les crédits de dépenses réelles. Une opération est constituée par un ensemble d'acquisitions d'immobilisations, de travaux sur immobilisations et des frais d'études y afférents aboutissant à la réalisation d'un ou de plusieurs ouvrages de même nature. Celle-ci peut aussi comprendre des subventions d'équipement.

Pour ce vote par opération : il est affecté un numéro librement défini par l'entité à chacune des opérations.

Dans ce cas, les crédits de paiement doivent être votés en même temps qu'une autorisation et ventilés par exercice et au moins par chapitre budgétaire. Leur somme doit être égale au montant de l'autorisation.

V- Les provisions

En application des principes de prudence et de sincérité, toute entité publique locale appliquant l'instruction budgétaire et comptable M57 a l'obligation de constituer une provisiondès l'apparition d'un risque avéré et une dépréciation dès la perte de valeur d'un actif.

PROJET

Article 19 : La constitution des provisions

Les provisions sont des opérations d'ordre semi-budgétaires par principe et budgétaires sur option.

Elles sont obligatoires dans 3 cas :
- à l'apparition d'un contentieux
- en cas de procédure collective
- en cas de recouvrement compromis malgré les diligences du comptable.

Elles sont facultatives pour tous les autres risques et dépréciations.

Le montant de la provision doit être enregistré dans sa totalité sur l'exercice au cours duquel le risque ou la perte de valeur est constaté.

La collectivité a la possibilité d'étaler la constitution d'une provision en dehors des 3 cas de provisions obligatoires.

Les provisions sont évaluées en fin d'exercice et sont réajustées au fur et à mesure de la variation des risques et éventuellement des charges.

VI- L'actif et le passif

Article 20 : La gestion patrimoniale

Les collectivités disposent d'un patrimoine dévoué à l'exercice de leurs fonctionnement et compétences. Ce patrimoine nécessite une écriture retraçant une image fidèle, complète et sincère. La bonne tenue de cet inventaire participe à la sincérité de l'équilibre budgétaire et au juste calcul des recettes. Le patrimoine correspond à l'ensemble des biens meubles ou immeubles, matériels, immatériels ou financiers, en cours de production ou achevés, propriétés ou quasi propriété de la collectivité. Chaque élément de patrimoine est référencé sous un numéro d'inventaire unique qui identifie le compte de rattachement et qui est transmis au Comptable public, en charge de la tenue de l'actif de la collectivité. Tout mouvement en investissement doit faire référence à un numéro d'inventaire. Ces numéros sont référencés dans le logiciel comptable de la communauté de communes.

Article 21 : La gestion des immobilisations

Un bien est comptabilisé comme une immobilisation, s'il est destiné à rester durablement dans le patrimoine de la collectivité territoriale, à augmenter la valeur et/ou la durée de vie dubien immobilisé, s'il est un élément identifiable, s'il est porteur d'avantages économiques futurs et correspond à un actif non générateur de trésorerie et ayant un potentiel de serviceet s'il est un élément contrôlé par la collectivité. C'est donc dans ce cas, qu'un numéro d'inventaire devra être attribué au bien.

Certaines immobilisations peuvent parfois être dépréciées, ce qui correspond aux amortissements. L'amortissement est une technique comptable qui permet, chaque année,de constater forfaitairement la dépréciation des biens et de dégager des ressources destinées à les renouveler. Ce procédé permet donc de faire apparaître à l'actif du bilan la valeur réelle des immobilisations et d'étaler dans le temps la charge relative à leur remplacement.

Le passage en M57 est sans conséquence sur le périmètre des amortissements, cependant le **prorata temporis** devra être appliqué s'agissant de leur comptabilisation. Ce principe implique un amortissement immédiat sur les nouvelles acquisitions.

Article 22 : La gestion de la dette

Pour compléter ses ressources, la communauté de communes peut recourir à l'emprunt pour des dépenses d'investissement uniquement. Les emprunts des collectivités territoriales auprès des établissements de crédit ou des sociétés de financement sont soumis à certaines conditions définies à l'article L.1611-3-1 du CGCT.

Le remboursement du capital emprunté correspond à une dépense d'investissement qui doit être inscrite au budget et couverte par des recettes propres. Il est donc impossible de couvrir la charge d'une dette préexistante par un nouvel

PROJET

emprunt. Ce remboursement doit être mentionné dans le compte administratif.

Le remboursement des intérêts est comptabilisé en fonctionnement dans le chapitre 66 'charges financières'. Le total de ces deux charges constitue l'annuité du remboursement de la dette.

Les engagements hors bilan qui correspondent à des droits et obligations susceptibles de modifier le montant ou la consistance du patrimoine, les engagements ayant des conséquences financières sur les exercices à venir ou encore les engagements subordonnés à la réalisation de conditions ou d'opérations ultérieures, ne sont pas retracés dans le bilan, mais font l'objet d'un recensement dans les annexes du budget et du compte administratif.

VII – Le contrôle des collectivités territoriales exercé par la Cour des comptes (CRC)

Article 23 : Le contrôle juridictionnel

La CRC contrôle la régularité des opérations faites par le comptable public. C'est le jugement des comptes des comptables publics.

Article 24 : Le contrôle non juridictionnel

La CRC assure un contrôle budgétaire pour garantir le respect des principes budgétaires pesant sur les collectivités (budget primitif adopté trop tardivement, absence d'équilibre réel du budget voté, défaut d'inscription d'une dépense obligatoire au budget, exécution dubudget en déficit de 5%).

Elle assure également un contrôle de gestion en examinant la régularité et la qualité de gestion des collectivités.

PROJET

Lexique :

Actif : les éléments du patrimoine d'un organisme (emploi) sont retracés à l'actif du bilan, qui se décompose en actif immobilisé (terrains, immeubles, etc…) et en actif circulant (stocks, créances, disponibilités, etc…). L'actif comporte les biens et les créances.

Amortissement : constatation budgétaire et comptable d'un amoindrissement de la valeur d'un élément d'actif résultant de l'usage, du temps, du changement de technique ou de toute autre cause.

Annuité de la dette : montant des intérêts des emprunts, qui constituent une des charges de la section de fonctionnement, additionné au montant du remboursement du capital qui figure parmi les dépenses indirectes d'investissement.

Autorisation de programme : montant supérieur des dépenses qui peuvent être engagées pour l'exécution des investissements pluriannuels prévus par l'assemblée délibérante.

Crédits de paiement : limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programmes correspondantes. Ils sont seuls pris en compte pour l'appréciation du respect de la règle de l'équilibre.

Décision : la décision est un acte du Président prise en vertu d'une délégation donnée précédemment par l'organe délibérant

Décision modificative : document budgétaire voté par le conseil communautaire retraçant les virements de crédits faisant intervenir deux chapitres budgétaires différents.

Délibération : action de délibérer en vue d'une décision. La délibération est une décision de l'organe délibérant.

Encours de la dette : stock des emprunts contractés par la collectivité à une date donnée.

Immobilisations : éléments corporels, incorporels et financiers qui sont destinés à servir de façon durable à l'activité de l'organisme. Elle ne se consomme pas par le premier usage.

Nomenclature ou plan de compte : cadre comptable unique servant de grille de classement àtous les intervenants (ordonnateurs, comptable, juge des comptes…) et destiné à prévoir, ordonner, constater, contrôler et consulter les opérations financières.

Provision : passif dont le montant ou l'échéance ne sont pas connus de manière précise.

Rattachements : méthode comptable imputant en section de fonctionnement à l'année toutesles charges et produits de celle-ci, si la facture n'est pas parvenue ou le titre émis.

Restes à réaliser : ils correspondent notamment en investissement, aux dépenses engagées non mandatées et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre de recette au 31 décembre de l'exercice N telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements. Les restes à réaliser sont repris dans le budget primitif de l'exercice N+1, ou dans le budget supplémentaire en même temps que les résultats cumulés de l'année N.

PROJET

DOCUMENT DE TRAVAIL - A NE PAS DIFFUSER

Conseil communautaire
BUDGET 2023

le 23 mars 2023

Budget principal 2023

Le fonctionnement : recettes

Document de travail – A ne pas diffuser

Recettes fiscales : Estimations 2023

	CA 2021	CA 2022	BP 2023 (estim.)
CFE (Cotisation Foncière des Entreprises)	2 229 741 €	2 335 527 €	2 622 468 €
Taxe d'habitation	82 281 €	81 342 €	87 117 €
Taxe foncier non bâti / additionnelle	46 676 €	48 176 €	51 226 €
TOTAL Contributions directes	**2 358 698 €**	**2 465 045 €**	**2 760 811 €**
CVAE (Cot. sur la Valeur Ajoutée des Entreprises)	2 611 397 €	2 590 063 €	0 €
TASCOM (Taxe sur les surfaces commerciales)	387 342 €	369 035 €	369 635 €
IFER (Impôts sur les entreprises de réseaux)	736 113 €	760 109 €	792 793 €
TOTAL (hors TEOM)	**6 093 550 €**	**6 184 852 €**	**3 923 239 €**
Augmentation en €		***91 302 €***	***- 2 261 613 €***
Augmentation en %		***1,5 %***	***-36,5 %***

Evolution des recettes fiscales depuis 2020 : - 63 %

Maintien des taux d'imposition depuis 2011

Document de travail – A ne pas diffuser

Recettes fiscales : Mécanismes de compensation

	2021	2022	2023 (estimation)
Allocation compensatrice CFE	1 135 958 €	1 150 850 €	1 364 041 €
Fraction TVA (compensation TH)	3 660 516 €	4 020 607 €	4 225 719 €
Compensation Etat - CVAE			2 600 000 €
TOTAL	**4 796 474 €**	**5 171 457 €**	**8 189 760 €**

Suppression de la CVAE= Suppression progressive de la CVAE : 50 % en 2023 et en totalité à partir de 2024 avec mécanisme de compensation dès 2023.

Document de travail – A ne pas diffuser

Recettes fiscales : TEOMi

	2021	2022	2023 (estim.)
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères	2 362 845 €	2 445 049 €	2 764 421 €
Augmentation en €		**82 204 €**	**319 372 €**
Augmentation en %		**3,5 %**	**13,1 %**

Evolution depuis 2020 : + 19,8 %

RAPPEL

<u>Depuis le 1er janvier 2020 : 2 parts</u>

- Part fixe : base prévisionnelle * taux = 1 955 145 € (taux proposé à 6,98 %)
- Part variable (29 %): estimation à 809 726 €

Soit une recette prévisionnelle de 2 764 421 € pour 2023

Document de travail – A ne pas diffuser

Recettes fiscales : GEMAPI

RAPPEL

Depuis le 1er janvier 2023
Instauration de la taxe GEMAPI dont le produit attendu doit être voté avant le 15 avril

Proposition pour 2023 :
Cotisation estimée pour 2023 : 103 821 €

Prise en charge communautaire à hauteur de 67 % de la cotisation soit un produit appelé pour un montant de 34 261 €

Document de travail – A ne pas diffuser

Dotations de l'Etat : prévisions 2023

	2021	2022	2023 (estim.)
Dotation d'intercommunalité	181 535 €	202 829 €	200 000 €
Dotation de compensation	1 155 241 €	1 129 900 €	1 100 000 €
TOTAL DGF	**1 336 776 €**	**1 332 729 €**	**1 300 000 €**
Variation		- 0,3 %	-2,4 %

Evolution des dotations depuis 2020 : - 3,1 %

RAPPEL

Suite à la réforme de la Taxe Professionnelle, le Pays de Châteaugiron Communauté bénéficie de plusieurs compensations de l'ETAT :

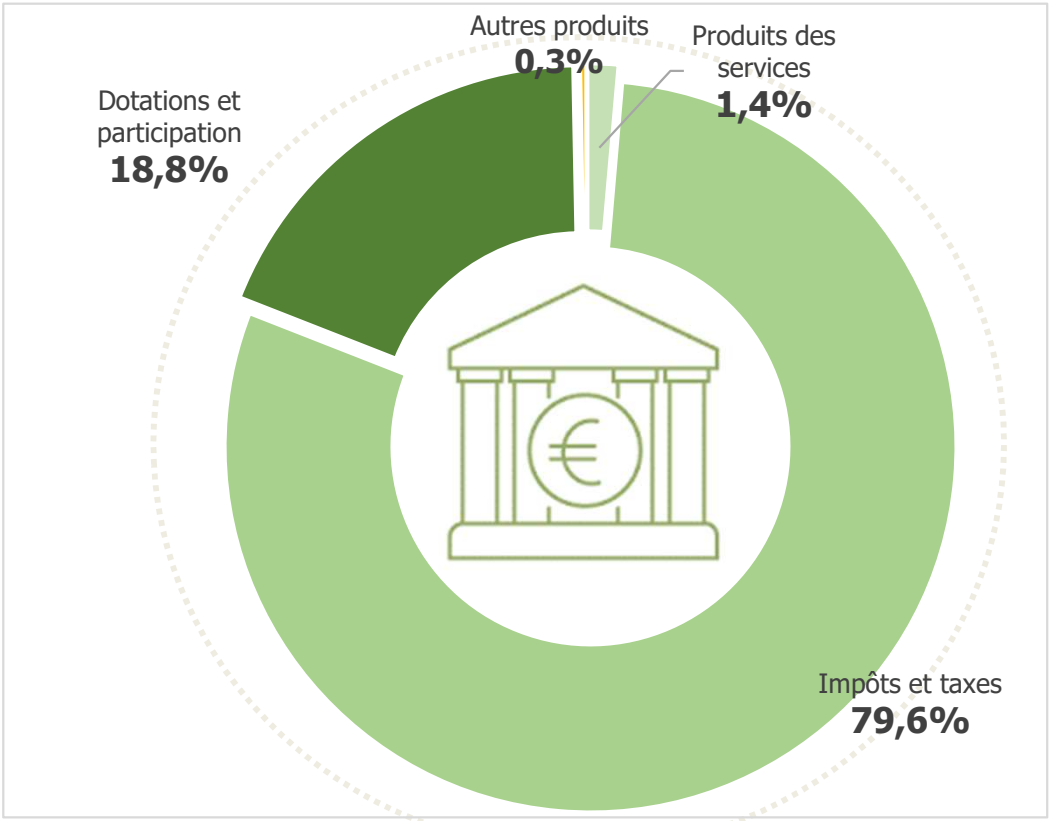
- FNGIR : 786 359 €
- DCRTP : 516 547 €

Document de travail – A ne pas diffuser

BUDGET PRINCIPAL – LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Recettes de fonctionnement : prévisions 2023

	BP 2022	CA 2022	BP 2023	Evol BP 23/CA 22
Produits des services	106 000 €	187 247 €	250 100 €	*33,6 %*
Impôts et taxes	13 131 386 €	13 461 928 €	14 374 047 €	*6,8 %*
Dotations et participation	3 182 231 €	3 326 295 €	3 389 996 €	*1,9 %*
Produits de gestion courante	5 000 €	728 €	1 000 €	*37,4 %*
Atténuations de charges	35 000 €	53 603 €	50 000 €	*-6,7 %*
Produits exceptionnels	21 500 €	19 139 €	2 000 €	*-89,6 %*
TOTAL RECETTES REELLES	**16 481 117 €**	**17 048 939 €**	**18 067 143 €**	***6,0 %***



LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT 2023

18 067 143 €

En 2022 : 17 048 939 €

Document de travail – A ne pas diffuser

Pays de Châteaugiron Communauté

Budget principal 2023

Le fonctionnement : Dépenses

Document de travail – A ne pas diffuser

Développement économique

Principaux projets 2023

Schéma de Développement Economique:
58 800 €

Entretien des zones d'activité:
475 000 €

Fonctionnement de l'espace de coworking :
19 000 €

Soutien aux partenaires locaux :
4 500 €

1,3 ETP (2 agents)
61 206 € *(55 031 € en 2022)*

Budget prévisionnel 2023 :
580 428 €

Réalisé 2022 : 565 985 €

BUDGET TOTAL 2023
641 634 €

Document de travail – A ne pas diffuser

BUDGET PRINCIPAL – LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Emploi

Principaux projets 2023

Cotisation annuelle We Ker 2023:
49 000 €

Formation plateforme PARCOUREO (outil d'accompagnement des demandeurs d'emploi) + accès :
2 510 €

Gestion parc scooter (réparations, assurances, entretien courant, petits matériels):
3 600 €

4 ETP (5 agents)
158 328 € *(204 390 € en 2022)*

Budget prévisionnel 2023:
62 350 €

Réalisé 2022 : 13 561 €

BUDGET TOTAL 2023
220 678 €

Document de travail – A ne pas diffuser

BUDGET PRINCIPAL – LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Environnement/Energie/espaces naturels

Principaux projets
2023

PCAET, adhésions diverses, partenariat chambre d'agriculture et ALEC
**sur budget environnement et sous réserve de partenariats complémentaires*
35 000 €

Energie (cadastre solaire, décret tertiaire, étude sur des projets photovoltaïques)
78 000 €

Assainissement collectif (étude sur le transfert)
35 500 €

Frelons asiatiques
26 000 €

Projet Alimentaire Territorial
35 000 €

Sentiers de promenade et espaces naturels (dont étude)
60 000 €

2,9 ETP (3 agents)
136 609 € *(84 293 € en 2022)*

Budget prévisionnel 2023:
309 158 €
(hors SMICTOM)

Réalisé 2022 : 98 576 €

BUDGET TOTAL 2023
445 767 €

Document de travail – A ne pas diffuser

BUDGET PRINCIPAL – LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Eau

Principaux projets 2023

Cotisation à l'EPTB Vilaine :

- Pour la partie GEMA : 117 273 €
- Pour la partie PI : 930 €
- Adhésion : 13 200 €

0,1 ETP (1 agent)
5 577 €

Budget prévisionnel 2023 :
131 403 €

Réalisé 2022 : 93 600 €

BUDGET TOTAL 2023
136 980 €

Document de travail – A ne pas diffuser

Transport / mobilité

Principaux projets 2023

Transport en commun :
TAD, Navette, renfort Breizh Go, minibus
245 000 €

Covoiturage :
Klaxit, Ouest Go
100 000 €

Animations : vélo école, semaine de la mobilité, enquête ménage
25 000 €

Réflexions pour le développement de TAD complémentaires
(ex: entreprises)

2 ETP (3 agents)
97 752 € *(89 672 € en 2022)*

Budget prévisionnel 2023 :
358 158 €

Réalisé 2022 : 205 026 €

BUDGET TOTAL 2023
455 910 €

Document de travail – A ne pas diffuser

Urbanisme / habitat

Principaux projets 2023

Etude et mise en place d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH)
60 000 €

Révision SCoT du Pays de Rennes : étude renouvellement urbain :
15 000 €

Cotisations partenaires extérieurs
30 000 €

4,6 ETP (5 agents)
207 083 € *(230 464 € en 2022)*

Budget prévisionnel 2023 :
129 593 €

Réalisé 2022 : 49 951 €

BUDGET TOTAL 2023
336 676 €

Document de travail – A ne pas diffuser

BUDGET PRINCIPAL – LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Culture

Principaux projets 2023

Organisation d'événements culturels
132 625 €

Soutien aux animations, acteurs et associations ayant un rayonnement intercommunal

Soutien aux écoles de musique
316 510 €

Poursuite des actions en faveur de la lecture publique

Aide à l'emploi des médiathèques :
110 000 €

3,1 ETP
(3 agents + renforts 'évènementiel')

146 856 € *(132 122 € en 2022)*

Budget prévisionnel 2023 :
708 231 €

Réalisé 2022 : 636 768 €

BUDGET TOTAL 2023
855 087 €

Document de travail – A ne pas diffuser

Tourisme

Principaux projets 2023

Développement de la promotion de l'offre touristique intercommunale
3 230 €

Soutien à l'association
152 500 €

Gestion du camping

1,1 ETP (2 agents)
55 817 € *(58 378 € en 2022)*

Budget prévisionnel 2023 :
171 830 €

Réalisé 2022 : 160 125 €

BUDGET TOTAL 2023
227 647 €

Document de travail – A ne pas diffuser

BUDGET PRINCIPAL – LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Sport

Principaux projets 2023

Maintien et développement des actions de soutien aux acteurs sportifs du territoire *(association, emplois sportifs, clubs d'intérêt communautaire, groupement d'employeurs, évènementiel)*
210 405 €

Animations dans les équipements sportifs (Bien dans ton sport, Sport & Co, …)
13 550 €

Entretien et DSP Inoxia
684 370 €

Entretien et gestion des autres équipements sportifs
181 990 €

1,1 ETP (2 agents)
54 837 € *(48 833 € en 2022)*

Budget prévisionnel 2023 :
1 029 699 €

Réalisé 2022 : 710 299 €

BUDGET TOTAL 2023
1 084 536 €

Document de travail – A ne pas diffuser

Petite enfance

Principaux projets 2023

Financement des associations :
89 392 €

DSP Libellule et Coccinelle
356 950 €

Temps forts (conférence, formations assistantes maternelles …)
7 130 €

Accompagnement à la professionnalisation des assistantes maternelles et des porteurs de projets privés (*micro-crèches, crèches d'entreprises, maisons d'assistantes maternelles)*

1,2 ETP (2 agents)
54 561 € *(56 626 € en 2022)*

Budget prévisionnel 2023 :
471 346 €

Réalisé 2022 : 410 698 €

BUDGET TOTAL 2023
525 907 €

Document de travail – A ne pas diffuser

Action solidaire

Principaux projets 2023

Financement des associations (épicerie sociale, ADMR, Clic Alli'âges) :
43 315 €

Gestion des aires d'accueil des gens du voyage
100 645 €

Développement d'actions partenariales (Financement poste ISG, Clic Alli'âges, Département …)
10 450 €

2,1 ETP (3 agents)
87 353 € *(84 296 € en 2022)*

Budget prévisionnel 2023 :
162 450 €

Réalisé 2022 : 88 573 €

BUDGET TOTAL 2023
249 803 €

Document de travail – A ne pas diffuser

Services support

Services administratifs :
Consolidation de l'accompagnement France Services,
Gestion et entretien des bâtiments communautaires,
Gestion et entretien des salles intercommunales (Familia et Tréma),
Poursuite de la mise en œuvre du plan de formation des agents.

Participation SDIS : *514 000 €*

Communication
Nouveaux supports de communication (magazine et rapport d'activité)
Mise à jour régulière du site Internet.

Numérique
Accompagnement vers les usages du numérique,
Poursuite des interventions mutualisées auprès des communes,
Lancement d'un audit sur la cybersécurité,
Partenariat avec Megalis Bretagne pour l'accès aux services numériques

Services techniques
Gestion et entretien du patrimoine communautaire

Document de travail – A ne pas diffuser

BUDGET PRINCIPAL – LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Services support

Services administratifs :
9,5 ETP (11 agents)
571 314 €

Communication :
2 ETP (2 agents)
77 290 €

Service informatique :
4 ETP (4 agents)
201 509 €

Aménagement du territoire :
13,1 ETP (14 agents)
572 131 €

1 465 384 €

Services administratifs : 816 329 €
Communication : 77 035 €
Numérique : 192 238 €
Aménagement du territoire : 111 035 €

Budget prévisionnel : 1 206 637 €

BUDGET TOTAL 2023
2 672 020 €

Document de travail – A ne pas diffuser

Reversements aux communes

Attribution de compensation
2 097 060 €

Dotation de solidarité communautaire
2 000 000 €

FPIC
800 000 €

5 vice-présidents
3 élus référents

140 320 € d'indemnités

BUDGET TOTAL 2023
5 077 000 €

Document de travail – A ne pas diffuser

BUDGET PRINCIPAL – LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Développement économique - Emploi
860 827 €

Environnement – Energie - Espaces naturels - Eau
597 749 €
3,2 M€ y compris SMICTOM

Mobilité - Transport
455 910 €

Urbanisme - Habitat
337 676 €

Culture
855 087 €

Tourisme
227 647 €

Sport
1 084 536 €

Petite enfance – Action solidaire
775 710 €

Service support dont numérique
2 672 020 €

Reversement aux communes
5 077 000 €

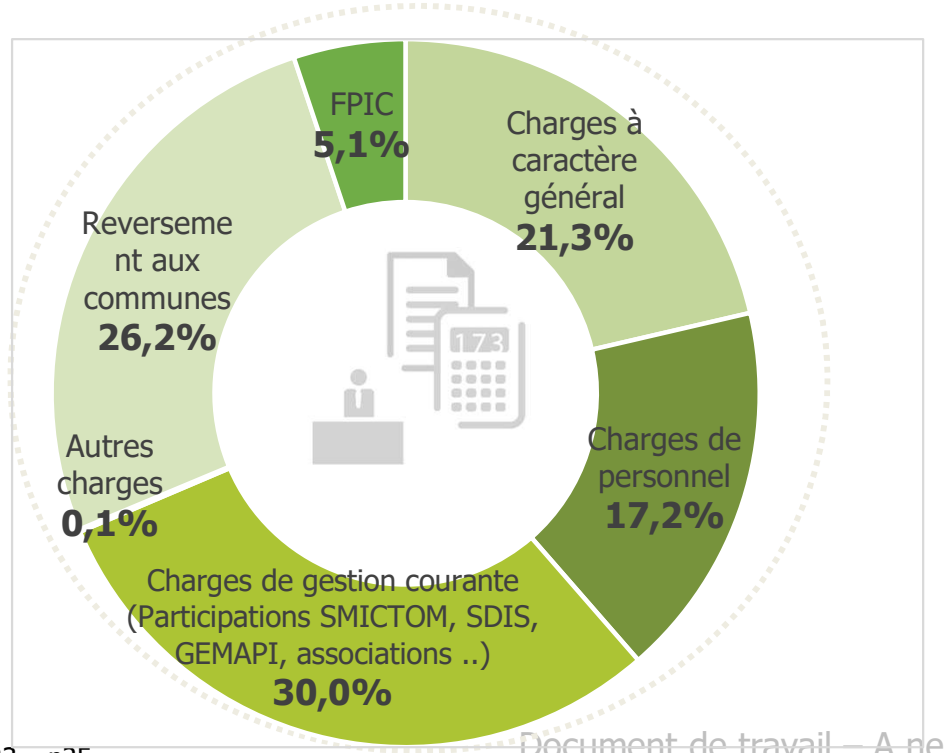
BUDGET TOTAL 2023
15,7 M€
562 €/hab.

Document de travail – A ne pas diffuser

BUDGET PRINCIPAL – LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Evolution des principaux postes de dépenses

	BP 2022	CA 2022	BP 2023	% (BP23/BP22)	% (BP23/CA22)
Charges à caractère général	3 477 747 €	2 490 953 €	3 341 851 €	-3,9 %	34,2 %
Charges de personnel	2 555 500 €	2 443 210 €	2 700 205 €	5,7 %	10,5 %
Charges de gestion courante *(Participations SMICTOM, SDIS, GEMAPI, associations ..)*	4 090 650 €	3 968 089 €	4 696 361 €	14,8 %	18,4 %
Charges financières	23 000 €	15 027 €	16 000 €	-30,4 %	6,5 %
Autres charges *(hors déficit des budgets annexes)*	78 500 €	103 670 €	2 000 €	-97,5 %	-98,1 %
Reversement aux communes	3 042 060 €	3 042 059 €	4 097 060 €	34,7 %	34,7 %
FPIC	850 000 €	775 321 €	800 000 €	-5,9 %	3,2 %
TOTAL DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	**14 117 457 €**	**12 838 329 €**	**15 653 477 €**	**10,9 %**	**21,9 %**



LES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT 2023

15 653 477 €

En 2022 : 12 838 329 €

Document de travail – A ne pas diffuser

Pays de Châteaugiron Communauté

BUDGET PRINCIPAL – LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Equilibre de la section de fonctionnement

Charges (dépenses)	Produits (Recettes)
26 138 354 €	26 138 354 €
Dépenses réelles 15 653 477 €	**Recettes réelles** 18 067 143 €
Dépenses d'ordre (dotations aux amortissements ..) 2 362 830 €	
Subventions budgets annexes 7 222 063 €	**Excédent cumulé** 8 071 211 €
Virement à la section d'investissement 899 984 €	

Document de travail – A ne pas diffuser

Budget principal 2023

L'investissement

Document de travail – A ne pas diffuser

1. Les subventions d'équipements aux communes

Fonds de concours thématiques

Montant financé en 2022
642 409 €

Montant restant à financer
10 689 €

MOBILITE

Montant financé en 2022
65 476 €

Montant restant à financer
8 780 €

Fonds de concours libres

Montant financé en 2022
405 000 €

Montant restant à financer
- €

Montant financé en 2022 : 1 112 885 €
Montant restant à financer : 19 469 €

Document de travail – A ne pas diffuser

1. Les subventions d'équipements aux communes

Fonds de concours thématiques

Montant 2023
1 200 000 €

Mobilité

Montant 2023
500 000 €

Fonds de concours libres

Montant 2023
- €

Montant 2023 : 1 700 000 €

Document de travail – A ne pas diffuser

2. Autres subventions d'équipement

Logements sociaux
422 000 €
Nombre de logements : 165

Châteaugiron : 66
46 Logements NEOTOA - PC
20 Logements (Sainte Croix) - PC

Domloup : 32
32 Logements NEOTOA - Solde

Noyal sur Vilaine : 48
30 logements St Alexis
18 logements AIGUILLON

Piré-Chancé : 4
4 Logements NEOTOA

Servon sur Vilaine : 35
15 logements - Solde
20 logements Domaine du Gué

Aides aux particuliers
15 000 €

Logements spécifiques

Jeunes actifs
25 000 €

Hébergement de secours
19 000 €

Montant 2023 : 481 000 €

Document de travail – A ne pas diffuser

3. Les équipements communautaires

Opérations	BP 2022	CA 2022	BP 2023
TREMA/CHANVRE/COWORKING	178 000 €	0 €	65 238 €
ZONES D'ACTIVITE	2 232 679 €	1 229 892 €	1 867 744 €
POINT ACCUEIL EMPLOI	3 000 €	2 088 €	6 300 €
ESPACES NATURELS	25 000 €	0 €	25 000 €
MOBILITE	90 000 €	6 200 €	500 000 €
LOGEMENTS URGENCE	57 500 €	0 €	44 349 €
URBANISME	240 000 €	138 635 €	0 €
ECOLES DE MUSIQUE	10 000 €	0 €	5 000 €
TOURISME - REHABILITATION CAMPING	150 690 €	24 636 €	599 600 €
VITALIA	451 400 €	127 117 €	269 977 €
ESPACE AQUATIQUE	130 000 €	0 €	58 520 €
POLE TENNIS - AMENAGEMENT TERRAINS EXTERIEURS			113 000 €
TIR A L'ARC - SOLDE	200 996 €	45 921 €	22 873 €
AIRE ACCUEIL GENS DU VOYAGE - Châteaugiron	100 000 €	0 €	61 000 €
AIRE DE GRAND PASSAGE DE PETITE CAPACITE	693 840 €	302 444 €	422 356 €
EPICERIE SOCIALE	588 808 €	23 103 €	720 000 €
ESPACE JEUX - PETITE ENFANCE	1 000 €	324 €	0 €
ESPACE MULTI-ACCUEIL - PETITE ENFANCE	70 000 €	0 €	0 €
MICROCRECHES	310 000 €	294 511 €	215 000 €
FIBRE OPTIQUE	566 000 €	554 130 €	550 500 €
EQUIPEMENT MUTUALISE - Minibus	600 €	600 €	25 000 €
MAISON DES FAMILLES - Servon sur Vilaine	5 000 €	259 €	0 €
SERVICE TECHNIQUE (divers matériels)	22 811 €	17 783 €	52 434 €
SERVICES ADMINISTRATIFS	196 083 €	26 180 €	256 306 €
SIGNALETIQUE	5 000 €	0 €	10 000 €
TRAVAUX DIVERS - Solde SDA	490 500 €	7 200 €	20 000 €
SIG	10 000 €	0 €	12 200 €
TOTAL	**6 828 907 €**	**2 801 023 €**	**5 922 397 €**

Développement économique - emploi
1 939 282 €

Environnement – espaces naturels
25 000 €

Mobilité - Transport
500 000 €

Urbanisme - Habitat
44 349 €

Culture
5 000 €

Tourisme
599 600 €

Sport
464 369 €

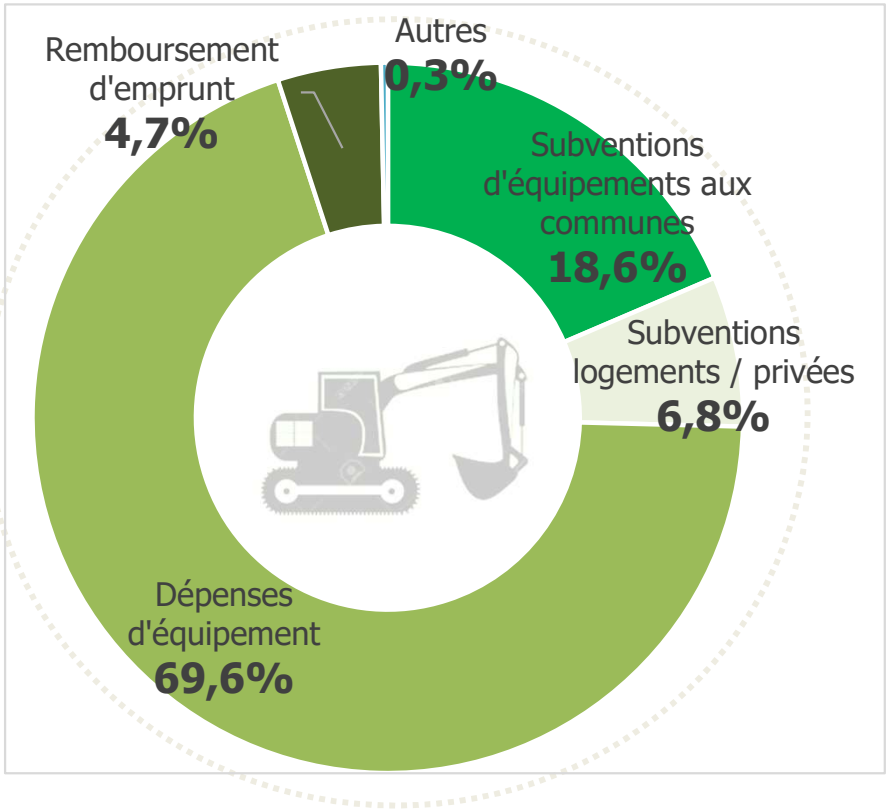
Petite enfance – action solidaire
1 418 356 €

Services support dont numérique
926 440 €

Document de travail – A ne pas diffuser

4. Evolution des principaux postes de dépenses

	BP 2022	CA 2022	BP 2023
Subventions d'équipements aux communes	2 713 384 €	1 112 567 €	1 579 469 €
Subventions logements	662 970 €	494 246 €	582 000 €
Dépenses d'équipement	6 828 907 €	2 801 023 €	5 922 397 €
Remboursement d'emprunt	385 000 €	345 159 €	400 000 €
Autres *(remboursement avances, cautions FAMILIA)*	59 000 €	34 241 €	26 000 €
Déficit d'investissement	927 595 €	0 €	2 092 776 €
TOTAL INVESTISSEMENT	**11 576 856 €**	**4 787 236 €**	**10 602 642 €**



L'INVESTISSEMENT 2023

8 509 866 €

En 2022 : 4 787 236 €

Hors déficit d'investissement

Pays de Châteaugiron Communauté

5. Le financement de l'investissement

	BP 2022	CA 2022	BP 2023
Virement de la section de Fonctionnement	2 086 394 €	0 €	899 984 €
F.C.T.V.A.	694 500 €	65 345 €	641 567 €
Taxe d'aménagement	120 000 €	211 690 €	120 000 €
Excédent Capitalisé	1 010 504 €	1 010 504 €	3 084 978 €
Recettes liées aux équipements	241 447 €	102 814 €	547 892 €
Diverses recettes *(dotations aux amortissements, PASS commerce …)*	2 326 500 €	2 231 702 €	2 374 600 €
Besoin d'emprunts	**5 097 511 €**		**2 895 791 €**

Document de travail – A ne pas diffuser

Budgets annexes 2023

Document de travail – A ne pas diffuser

BUDGETS ANNEXES 2023

LES BATIMENTS

Bâtiments relais Beaujardin

Centre de secours

Ancienne perception

Logements gendarmerie

LES ZONES D'ACTIVITE

Hutte aux Renards (*ZA du Pavail*)

Parc des Vents d'Ouest

Ecopole

ZA La Rivière

ZA La Richardière

Portes de Bretagne 2

ZA Le Ballon

ZA Le Prévôt

AUTRES BUDGETS ANNEXES

Panneaux Photovoltaïques

SPANC

Document de travail – A ne pas diffuser

BUDGETS ANNEXES 2023 : BATIMENTS

DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT

	CA 2022	BP 2023
Bâtiments relais	18 757 €	25 450 €
Centre secours	- €	- €
Perception	9 839 €	13 025 €
Logements gendarmerie	9 887 €	6 175 €
TOTAL BATIMENTS	**38 484 €**	**44 650 €**

Panneaux photovoltaïques	**2 206 €**	**28 625 €**
SPANC	**14 408 €**	**41 367 €**

DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT

	CA 2022	BP 2023
Bâtiments relais	1 034 €	1 500 €
Centre secours	- €	- €
Perception	27 667 €	108 000 €
Logements gendarmerie	13 693 €	13 500 €
TOTAL BATIMENTS	**42 394 €**	**123 000 €**

Panneaux photovoltaïques	**- €**	**133 419 €**
SPANC	**- €**	**6 599 €**

Document de travail – A ne pas diffuser

BUDGETS ANNEXES 2023 : ZONES D'ACTIVITES

RECETTES FONCIERES

Hutte aux Renards (ZA du Pavail) :
105 975 € (4 terrains)

Parc des Vents d'Ouest : - €

Ecopole : - €

ZA La Rivière Sud :
256 680 € (2 terrains)

ZA La Richardière : - €

Portes de Bretagne 2 : - €

ZA Le Ballon : - €

ZA Le Prévôt : - €

TRAVAUX

Hutte aux Renards (ZA du Pavail) :
57 000 €

Parc des Vents d'Ouest : - €

Ecopole (extension):
305 000 €

ZA La Rivière Sud :
15 000 €

ZA La Richardière : - €

Portes de Bretagne 2 :
680 000 €

ZA Le Ballon : - €

ZA Le Prévôt : - €

Document de travail – A ne pas diffuser

BUDGET CONSOLIDE

Dépenses réelles consolidées
26 611 901 €

Budget principal
Fonctionnement : 15 653 477 €
Investissement : 8 509 866 €

Zones d'activité
2 403 908 €

Autres budgets annexes
44 650 €

Recettes réelles consolidées
19 901 293 €

Budget principal
Fonctionnement : 18 067 143 €
Investissement : 1 329 059 €

Budgets annexes
505 091 €

Besoin de trésorerie
6 710 608 €

Document de travail – A ne pas diffuser

Pays de Châteaugiron Communauté

BUDGET PRINCIPAL " Pays de Châteaugiron Communauté "

COMPTE ADMINISTRATIF 2022 & BUDGET PRIMITIF 2023

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

libellé	BP 2022	CA 2022	BP 2023	Δ BP23/22	Δ BP23/CA22
Excédent de fonctionnement reporté	***9 129 639,64***		***8 071 210,99***	***-12%***	
PRODUITS DES SERVICES	**106 000,00**	**187 246,71**	**250 100,00**	***136%***	***34%***
Redevance occupation domaine	7 500,00		7 500,00	*0%*	
Autres redevances et recettes		3 866,00	4 000,00		
Redevance et droits des services à caractère culturel	35 000,00	33 861,24	25 000,00	*-29%*	*-26%*
Redevances et droits des services à caractère sportif			33 500,00		
Redevances et droits des services à caractère de loisirs	37 000,00	68 198,68	70 000,00	*89%*	*3%*
Redevances et droits des services à caractère social	10 000,00	19 033,30	25 000,00	*150%*	*31%*
Autres prestations de services			5 000,00		
Mise a disposition de personnel facturé aux budgets annexes		11 808,00	32 100,00		*172%*
Remboursement de frais par les communes GFP	15 000,00	50 479,49	45 000,00	*200%*	*-11%*
Autres produits d'activité annexes	1 500,00		3 000,00	*100%*	
IMPOTS ET TAXES	**13 131 386,00**	**13 461 927,83**	**14 374 047,00**	***9%***	***7%***
Contributions directes	**6 167 527,00**	**6 181 071,00**	**3 923 239,00**	*-36%*	*-37%*
Taxes foncière et taxe d'habitation	*2 450 000,00*	*2 461 264,00*	*2 760 811,00*	*13%*	*12%*
CVAE	*2 587 527,00*	*2 590 063,00*		*-100%*	*-100%*
TASCOM	*390 000,00*	*369 635,00*	*369 635,00*	*-5%*	*0%*
IFER	*740 000,00*	*760 109,00*	*792 793,00*	*7%*	*4%*
Autres impôts locaux ou assimilés	60 000,00	5 611,00	10 000,00	*-83%*	*78%*
FNGIR	786 359,00	786 359,00	786 359,00	*0%*	*0%*
Taxe enlèvement des ordures ménagères	2 400 000,00	2 445 049,00	2 764 421,00	*15%*	*13%*
Taxe sur les pylones électriques	2 500,00		5 000,00	*100%*	
Taxe GEMAPI			34 261,00		
Taxe de séjour	15 000,00	23 230,83	25 048,00	*67%*	*8%*
Fraction TVA compensation de la TFPB et la TH	3 700 000,00	4 020 607,00	4 225 719,00	*14%*	*5%*
Fraction TVA compensation CVAE			2 600 000,00		
DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	**3 182 231,00**	**3 326 294,57**	**3 389 996,00**	***7%***	***2%***
Dotation intercommunalité	181 535,00	202 829,00	200 000,00	*10%*	*-1%*
DGF - Compensation	1 155 241,00	1 129 900,00	1 100 000,00	*-5%*	*-3%*
Etat (FCTVA)	60 000,00	45 452,55	50 000,00	*-17%*	*10%*
Etat - Autres	15 000,00	78 351,65	73 000,00	*387%*	*-7%*
Régions	50 000,00	39 602,80	40 000,00	*-20%*	*1%*
Départements	26 408,00	26 408,00	26 408,00	*0%*	*0%*
Autres organismes	127 500,00	136 348,57	20 000,00	*-84%*	*-85%*
Dotations de compensation de la réforme de la TP	516 547,00	516 552,00	516 547,00	*0%*	*0%*
Etat/comp CET	1 050 000,00	1 150 850,00	1 364 041,00	*30%*	*19%*
PRODUITS DE GESTION COURANTE	**5 000,00**	**727,91**	**1 000,00**	***-80%***	***37%***
Produits divers de gestion courante	5 000,00	727,91	1 000,00	*-80%*	*37%*
ATTENUATION DE CHARGES	**35 000,00**	**53 602,98**	**50 000,00**	***43%***	***-7%***
Remboursements sur rémunération du personnel	35 000,00	53 602,98	50 000,00	*43%*	*-7%*
PRODUITS SPECIFIQUES	**21 500,00**	**19 139,38**	**2 000,01**	***-91%***	***-90%***
Libéralités reçues		6 920,00			*-100%*
Mandats annulés		2 060,47	2 000,01		*-3%*
Autres produits exceptionnels	1 500,00			*-100%*	
Produits exceptionnels divers	20 000,00	10 158,91		*-100%*	*-100%*
TOTAL	**25 610 756,64**	**17 048 939,38**	**26 138 354,00**	***2%***	***53%***
TOTAL hors excédent de fonctionnement reporté	**16 481 117,00**	**17 048 939,38**	**18 067 143,01**	***10%***	***6%***

BUDGET PRINCIPAL "Pays de Châteaugiron Communauté "

COMPTE ADMINISTRATIF 2022 & BUDGET PRIMITIF 2023

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

libellé	BP 2022	CA 2022	BP 2023	Δ BP23/22	Δ BP23/CA22
CHARGES A CARACTERE GENERAL	**3 477 747,00**	**2 490 952,61**	**3 341 851,00**	***-3,91%***	***34,2%***
ACHATS ET VARIATION DES STOCKS	**276 547,00**	**242 473,30**	**330 830,00**	***19,63%***	***36,4%***
Eau et assainissement	34 600,00	11 015,40	19 150,00	*-44,65%*	*73,8%*
Energie - Electricité	88 615,00	119 424,08	155 000,00	*74,91%*	*29,8%*
Chauffage urbain	47 500,00	27 449,24	45 000,00	*-5,26%*	*63,9%*
Combustibles	300,00			*-100,00%*	
Carburants	18 800,00	21 492,40	21 000,00	*11,70%*	*-2,3%*
Autres fournitures non stockées	2 000,00			*-100,00%*	
Fournitures d'entretien	7 700,00	6 998,27	10 100,00	*31,17%*	*44,3%*
Achat de petites fournitures	64 682,00	45 999,35	68 180,00	*5,41%*	*48,2%*
Vêtements de travail	2 000,00	325,20	1 500,00	*-25,00%*	*361,3%*
Fournitures administratives	5 950,00	5 216,48	6 500,00	*9,24%*	*24,6%*
Livres, disques, cassettes… Médiathéques	4 400,00	4 552,88	4 400,00	*0,00%*	*-3,4%*
SERVICES EXTERIEURS	**2 332 726,00**	**1 572 636,38**	**2 237 527,00**	***-4,08%***	***42,3%***
Contrats de prest.de serv.avec des entreprises	885 102,00	833 756,36	963 491,00	*8,86%*	*15,6%*
Locations immobilières	1 151,00	4 681,19	12 661,00	*1000,00%*	*170,5%*
Locations mobilières	31 100,00	22 548,39	17 090,00	*-45,05%*	*-24,2%*
Charges locatives	1 400,00	1 218,66	3 350,00	*139,29%*	*174,9%*
Terrains (entretien)	167 650,00	153 358,03	186 150,00	*11,03%*	*21,4%*
Bâtiments publics (entretien)	208 750,00	58 565,93	126 300,00	*-39,50%*	*115,7%*
Entretien voirie (zones communautaires)	260 000,00	226 011,71	250 000,00	*-3,85%*	*10,6%*
Entretien réseaux (zones communautaires)	183 500,00	63 959,37	53 500,00	*-70,84%*	*-16,4%*
Matériel roulant	25 300,00	18 256,90	26 300,00	*3,95%*	*44,1%*
Autres biens mobiliers(réparation matériels techniques)	10 200,00	4 450,32	9 900,00	*-2,94%*	*122,5%*
Maintenance (contrat)	101 900,00	82 386,80	126 715,00	*24,35%*	*53,8%*
Primes d'assurances	34 888,00	25 506,72	25 085,00	*-28,10%*	*-1,7%*
Etudes et recherches	353 000,00	51 238,57	393 625,00	*11,51%*	*668,2%*
Documentation générale et technique	14 110,00	14 157,67	14 960,00	*6,02%*	*5,7%*
Versements à des organismes de formation	54 675,00	12 474,06	28 400,00	*-48,06%*	*127,7%*
Autres frais divers	-	65,70			*-100,0%*
AUTRES SERVICES EXTERIEURS	**840 784,00**	**645 469,97**	**746 244,00**	***-11,24%***	***15,6%***
Honoraires	143 800,00	65 155,00	81 200,00	*-43,53%*	*24,6%*
Frais d'actes et de contentieux	2 000,00		1 000,00	*-50,00%*	
Divers acte	1 513,00	2 641,90		*-100,00%*	*-100,0%*
Annonces et insertions	37 300,00	9 837,40	6 160,00	*-83,49%*	*-37,4%*
Fêtes et cérémonies(grand soufflet, cirque, inauguration…)	173 966,00	173 879,72	139 350,00	*-19,90%*	*-19,9%*
Catalogues, imprimés et publications	46 501,00	41 001,49	46 230,00	*-0,58%*	*12,8%*
Publications		357,00			*-100,0%*
Transports collectifs	207 036,00	212 857,06	260 400,00	*25,78%*	*22,3%*
Voyages, déplacements et missions	1 500,00	13,74	6 200,00	*313,33%*	*45023,7%*
Missions	3 000,00	5 737,54	-	*-100,00%*	*-100,0%*
Frais d'affranchissement	7 300,00	7 564,80	7 650,00	*4,79%*	*1,1%*
Frais de télécommunications	58 332,00	47 504,85	47 445,00	*-18,66%*	*-0,1%*
Services Bancaires	250,00	3,23	45,00	*-82,00%*	*1293,2%*
Concours divers (cotisations...)	60 486,00	53 534,93	76 130,00	*25,86%*	*42,2%*
Frais de nettoyage des locaux	26 800,00	4 581,60	11 050,00	*-58,77%*	*141,2%*
Redevances pour services rendus	9 500,00	6 094,50	7 000,00	*-26,32%*	*14,9%*
Remboursement de frais communes	46 500,00	3 733,42	42 160,00	*-9,33%*	*1029,3%*
Remboursement de frais autres	14 500,00	10 568,66	14 124,00	*-2,59%*	*33,6%*
Autres services extérieurs	500,00	403,13	100,00	*-80,00%*	*-75,2%*
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	**27 690,00**	**30 372,96**	**27 250,00**	***-1,59%***	***-10,3%***
Taxes foncières	18 210,00	19 916,00	21 060,00	*15,65%*	*5,7%*
Autres impôts sur les véhicules	400,00	353,76	400,00	*0,00%*	*13,1%*
Autres impôts, taxes et versements assimilés	9 080,00	10 103,20	5 790,00	*-36,23%*	*-42,7%*
CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	**2 555 500,00**	**2 443 210,20**	**2 700 205,00**	***5,66%***	***10,5%***
Autres personnel extérieur	4 550,00	682,50	5 800,00	*27,47%*	*749,8%*
Cotisations versées au FNAL	7 000,00	7 417,80	7 700,00	*10,00%*	*3,8%*
Cotisations au centre national et CNFPT	39 000,00	31 117,69	35 000,00	*-10,26%*	*12,5%*
CHARGES DE PERSONNEL	**2 504 950,00**	**2 403 992,21**	**2 651 705,00**	***5,86%***	***10,3%***
Rémunération principale du personnel Titulaire	**897 000,00**	**844 271,35**	**828 000,00**	*-7,69%*	*-1,9%*
Supplément familial	40 000,00	41 495,73	27 000,00	*-32,50%*	*-34,9%*
NBI			17 000,00		
Indemnité inflation		2 900,00			*-100,0%*
Autres indemnités	231 000,00	201 604,12	220 000,00	*-4,76%*	*9,1%*
Rémunération principale du personnel Contractuel	**560 000,00**	**569 362,64**	**568 000,00**	*1,43%*	*-0,2%*
Supplément familial			6 000,00		
Indemnité inflation		900,00			*-100,0%*
Autres indemnités		2 347,80	168 000,00		*7055,6%*
Rémunération Apprentis	**7 500,00**	**6 524,96**		*-100,00%*	*-100,0%*
Indemnité inflation		100,00			*-100,0%*
Cotisations à l'URSSAF	305 000,00	306 247,17	350 000,00	*14,75%*	*14,3%*
Cotisations aux caisses de retraite	300 000,00	296 798,91	293 000,00	*-2,33%*	*-1,3%*
Cotisations aux ASSEDIC	25 000,00	22 957,47	30 000,00	*20,00%*	*30,7%*
Cotisations pour assurance du personnel	100 000,00	70 712,82	75 000,00	*-25,00%*	*6,1%*
Cotisations sociales liées à l'apprentissage	450,00	120,00		*-100,00%*	*-100,0%*
Cotisations autres organismes sociaux (GUSO)	12 500,00	13 482,31	7 165,00	*-42,68%*	*-46,9%*
ARE versées directement	12 000,00	11 120,34	18 000,00	*50,00%*	*61,9%*
Versement aux œuvres sociales CNAS	12 000,00	12 578,69	40 000,00	*233,33%*	*218,0%*
Médecine du travail, pharmacie	2 500,00	467,90	3 000,00	*20,00%*	*541,2%*
Autres charges sociales			1 540,00		
AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	**4 090 650,00**	**3 968 089,34**	**11 918 424,40**	***191,36%***	***200,4%***
Redevances pour concessions, brevets, licences,…	19 410,00	5 623,47	19 500,00	*0,46%*	*246,8%*
Autres redevances	34 160,00	43 784,81	45 835,00	*34,18%*	*4,7%*
INDEMNITES ELUS	**147 600,00**	**121 821,81**	**128 700,00**	***-12,80%***	***5,6%***
Indemnités	86 100,00	88 438,74	89 500,00	*3,95%*	*1,2%*
Frais divers (FONPEL)			2 700,00		
Frais de mission	3 000,00	1 163,50	3 000,00	*0,00%*	*157,8%*
Cotisations de retraite	17 500,00	7 517,87	5 000,00	*-71,43%*	*-33,5%*
Cotisations de sécurité sociale - part patronale	41 000,00	24 701,70	28 500,00	*-30,49%*	*15,4%*
Formation Elus	5 000,00	5 298,00	11 620,00	*132,40%*	*119,3%*
Pertes sur Créances Irrécouvrables	1 545,00	1 543,17		*-100,00%*	*-100,0%*
Services Incendie	487 000,00	486 787,00	514 327,00	*5,61%*	*5,7%*
Contribution autres organismes de regroupement	2 538 050,00	2 520 006,37	2 951 413,00	*16,29%*	*17,1%*
Subvention de fonctionnement aux Communes	118 600,00	152 628,47	191 305,00	*61,30%*	*25,3%*
Aux fermiers et concessions			15 000,00		
Subvention de fonctionnement - Département	1 700,00		2 000,00	*17,65%*	
Subv. Autres organismes droit privé	734 130,00	627 434,60	814 761,00	*10,98%*	*29,9%*
Subventions aux budgets annexes			7 222 063,40		
Intérêts moratoires					
Charges diverses de gestion courante	3 455,00	3 161,64	1 900,00	*-45,01%*	*-39,9%*
CHARGES FINANCIERES	**23 000,00**	**15 026,98**	**16 000,00**	***-30,43%***	***6,5%***
Intérêt réglés à l'échéance	18 000,00	15 578,14	14 000,00	*-22,22%*	*-10,1%*
ICNE rattachés		- 551,16			*-100,0%*
Intérêts des autres dettes					
Autres charges financières	5 000,00		2 000,00	*-60,00%*	
CHARGES SPECIFIQUES	**7 265 405,98**	**103 669,59**	**2 000,00**	***-99,97%***	***-98,1%***
Intérêts moratoires	500,00			*-100,00%*	
Subventions aux budgets annexes	7 186 905,98			*-100,00%*	
aux fermiers et concessions	75 000,00	70 429,00		*-100,00%*	*-100,0%*
Titres annulés sur exercice antérieurs	2 000,00	1 421,19	2 000,00	*0,00%*	*40,7%*
Autres subventions exceptionnelles		27 551,00			-100,0%
Autres charges exceptionnelles	1 000,00	4 268,40		*-100,00%*	*-100,0%*
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS & PROVISIONS	**2 220 000,00**	**2 184 061,09**	**2 362 830,00**	***6,43%***	***8,2%***
Dot.aux amort.des immo.incorporelles & corporelles (042)	2 220 000,00	*2 184 061,09*	2 350 000,00	*5,86%*	*7,6%*
Dotations aux provisions pour dépréciations actifs circulants			12 830,00		
Dépenses imprévues					
Virement à la section d'investissement	**2 086 393,66**		**899 983,60**	***-56,86%***	
ATTENUATIONS DE PRODUITS	**3 892 060,00**	**3 817 380,00**	**4 897 060,00**	***25,82%***	***28,3%***
Attribution de compensation	2 097 060,00	2 097 060,00	2 097 060,00	*0,00%*	*0,0%*
Dotation de solidarité	945 000,00	944 999,00	2 000 000,00	*111,64%*	*111,6%*
FPIC	850 000,00	775 321,00	800 000,00	*-5,88%*	*3,2%*
TOTAL	**25 610 756,64**	**15 022 389,81**	**26 138 354,00**	***2,06%***	***74,0%***
TOTAL (Hors budget annexe et virement)	**16 337 457,00**	**15 022 389,81**	**18 016 307,00**	***10,28%***	***19,9%***

Pays de Châteaugiron Communauté

BUDGET PRINCIPAL " Pays de Châteaugiron Communauté"
ANNEE 2023
DEPENSES INVESTISSEMENT

LIBELLES	BP 2022	CA 2022	RAR	Proposition	BP 2023
Opérations Non affectés					
001 DEFICIT INVESTISSEMENT CUMULE	**927 594,69 €**			**2 092 775,88 €**	**2 092 775,88 €**
2041412 - Subvention d'équipements Communes (Fonds de concours)	**2 713 384,00 €**	**1 112 566,55 €**	**19 469,00 €**	**1 560 000,00 €**	**1 579 469,00 €**
2041582 - Subventions versées - Autres batiments		**104 165,14 €**			
204182 - Subventions d'équipements versées - Autres installations	**492 000,00 €**	**134 573,77 €**			**- €**
20422- Subventions d'équipements aux personnes de droit privé	**662 970,00 €**	**494 245,83 €**		**582 000,00 €**	**582 000,00 €**
1641 - EMPRUNTS - Capital à rembourser	**385 000,00 €**	**345 159,19 €**		**400 000,00 €**	**400 000,00 €**
165 - Dépôts et cautionnement reçu	**1 000,00 €**			**1 000,00 €**	**1 000,00 €**
274 - Prêts	**- €**				**- €**
275- Dépôt et cautionnement versé	**500,00 €**				**- €**
040 - Opérations d'ordre transfert entre section	**- €**				**- €**
192 - Moins values sur cession	- €				- €
2313 - Construction	- €				- €
10229 - Reprise TVA fonctionnement	- €				- €
041 - Opérations d'ordre (avances sur Travaux)	**50 000,00 €**	**26 740,74 €**		**25 000,00 €**	**25 000,00 €**
26 - Participation et créances	**7 500,00 €**	**7 500,00 €**	**- €**	**- €**	**- €**
261 - Titre de participation	7 500,00 €	7 500,00 €			
020 DEPENSES IMPREVUES	**- €**				**- €**
Opérations					
100 - EQUIPEMENT MUTUALISE	**600,00 €**	**599,97 €**	**- €**	**25 000,00 €**	**25 000,00 €**
21828 - Matériel de transport	- €			25 000,00 €	25 000,00 €
21838 - Matériel de bureau et matériel informatique	600,00 €	599,97 €			- €
102 - ECOLES DE MUSIQUE	**10 000,00 €**		**- €**	**5 000,00 €**	**5 000,00 €**
2128 - Aménagements	5 000,00 €				- €
2313 - Travaux en cours	5 000,00 €			5 000,00 €	5 000,00 €
103 - POINT ACCUEIL EMPLOI	**3 000,00 €**	**2 088,30 €**	**- €**	**6 300,00 €**	**6 300,00 €**
2051 - Acquisition Logiciel	- €			6 000,00 €	6 000,00 €
21828 - Matériel de transport	2 500,00 €	2 088,30 €			- €
21838 - Matériel de bureau et matériel informatique	- €			300,00 €	300,00 €
21848 - Mobilier	500,00 €				- €
104 - AIRE ACCUEIL GENS DU VOYAGE	**793 840,00 €**	**302 443,74 €**	**412 356,29 €**	**71 000,00 €**	**483 356,29 €**
204182 - Subventions d'équipements versées - Autres installations	- €			36 000,00 €	36 000,00 €
2111 - Achat de terrain	- €		9 434,00 €		9 434,00 €
2138 - Autres constructions	- €	173 750,00 €			- €
2313 - Travaux en cours	793 840,00 €	128 693,74 €	402 922,29 €	35 000,00 €	437 922,29 €
105 - SIG ET NUMERISATION CADASTRALE	**10 000,00 €**		**- €**	**12 200,00 €**	**12 200,00 €**
2188 - Autres Biens (Petits matériels)	10 000,00 €			12 200,00 €	12 200,00 €
107 - SERVICES ADMINISTRATIFS	**436 082,93 €**	**164 815,33 €**	**4 176,00 €**	**252 130,00 €**	**256 306,00 €**
2032 - Frais d'études et de recherches	240 000,00 €	138 635,00 €			- €
2051 - Licences, droits similaires	10 440,00 €	8 430,00 €		5 000,00 €	5 000,00 €
2128 - Agencements & aménagements de terrains	5 000,00 €				- €
21828 - Matériel transport	- €			25 000,00 €	25 000,00 €
21838 - Matériel Informatique -Matériel de Bureau	71 966,93 €	17 750,33 €		92 630,00 €	92 630,00 €
21848 - Mobilier	7 000,00 €			22 000,00 €	22 000,00 €
2185 - Matériel de téléphonie				2 500,00 €	2 500,00 €
2188 - Autres biens (Petits matériels)	2 500,00 €			5 000,00 €	5 000,00 €
2313 - Immobilisation en cours	99 176,00 €		4 176,00 €	100 000,00 €	104 176,00 €
120 - SERVICE TECHNIQUE	**22 811,10 €**	**17 783,39 €**	**434,35 €**	**52 000,00 €**	**52 434,35 €**
21828 - Matériel de transport	19 145,00 €	16 025,00 €			- €
2188 - Autres Biens (Petits matériels)	3 666,10 €	1 758,39 €	434,35 €	2 000,00 €	2 434,35 €
2313 - Travaux	- €			50 000,00 €	50 000,00 €
122 - ESPACES NATURELS	**25 000,00 €**	**- €**	**- €**	**25 000,00 €**	**25 000,00 €**
2128 - Agencements & aménagements de terrains	25 000,00 €			25 000,00 €	25 000,00 €
124 - ESPACE AQUATIQUE	**130 000,00 €**	**- €**	**23 520,00 €**	**35 000,00 €**	**58 520,00 €**
2031 - Frais d'études	30 000,00 €				- €
2313- Constructions	100 000,00 €		23 520,00 €	35 000,00 €	58 520,00 €
125 - TOURISME/CAMPING	**150 690,12 €**	**24 636,15 €**	**21 600,00 €**	**578 000,00 €**	**599 600,00 €**
2031 - Frais d'étude	- €	2 760,00 €			- €
2051 - Licences, droits similaires	- €			5 000,00 €	5 000,00 €
2188 - Autres immo corporelles (Petits matériels)	- €	17 976,00 €			- €
2313- Constructions	150 690,12 €	3 900,15 €	21 600,00 €	573 000,00 €	594 600,00 €
126 - CENTRE INTERPRETATION DU CHANVRE/TREMA/COWORKING	**178 000,00 €**	**- €**	**15 237,60 €**	**50 000,00 €**	**65 237,60 €**
2128 - Agencements & aménagements de terrains	18 000,00 €				- €
21838 - Matériel de bureau et matériel informatique	3 000,00 €				- €
21848 - Mobilier	7 000,00 €				- €
2188 - Autres immo corporelles (Petits matériels)	- €			5 000,00 €	5 000,00 €
2313 - Constructions	150 000,00 €		15 237,60 €	45 000,00 €	60 237,60 €
129 - LOGEMENTS JEUNES ACTIFS/URGENCE	**57 500,00 €**	**- €**	**349,00 €**	**44 000,00 €**	**44 349,00 €**
2041412 - Subvention d'équipements	50 000,00 €			25 000,00 €	25 000,00 €
2188 - Autres immo corporelles (Petits matériels)	1 500,00 €		349,00 €	1 000,00 €	1 349,00 €
2313 - Constructions	6 000,00 €			18 000,00 €	18 000,00 €
130 - PÔLE TENNIS/TIR A L'ARC	**200 996,01 €**	**45 921,00 €**	**17 872,51 €**	**118 000,00 €**	**135 872,51 €**
2031 - Etude	- €				- €
2128 - Agencements & aménagements de terrains	100 000,00 €			100 000,00 €	100 000,00 €
21848 - Mobilier	10 000,00 €	3 427,20 €		5 000,00 €	5 000,00 €
2188 - Autres immo corporelles	5 000,00 €			13 000,00 €	13 000,00 €
2313- Constructions	85 996,01 €	42 493,80 €	17 872,51 €		17 872,51 €
131 - FAMILIA - Servon sur vilaine	**5 000,00 €**	**259,27 €**	**- €**	**- €**	**- €**
2128 - agencements et aménagements de terrain	5 000,00 €				- €
21848 - Mobilier	- €	259,27 €			- €
134 - ESPACE JEUX - PETITE ENFANCE	**1 000,00 €**	**324,00 €**	**- €**	**- €**	**- €**
2313 - Constructions	1 000,00 €	324,00 €			- €
139 - ESPACES MULTI-ACCUEIL - PETITE ENFANCE	**70 000,00 €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**
2313 - Construction	70 000,00 €				- €
141 - MOBILITE	**90 000,00 €**	**6 200,00 €**	**6 445,00 €**	**493 555,00 €**	**500 000,00 €**
2031 - Etudes	- €			80 000,00 €	80 000,00 €
204182 - Subventions d'équipements versées - Autres installations				250 000,00 €	250 000,00 €
20421- Subventions d'équipements aux personnes de droit privé (matériel)	10 000,00 €	6 200,00 €		10 000,00 €	10 000,00 €
2313 - Construction			6 445,00 €	113 555,00 €	120 000,00 €
2188 - Autres immo corporelles	80 000,00 €			40 000,00 €	40 000,00 €
142 - SIGNALETIQUE/COMMUNICATION	**5 000,00 €**	**- €**	**- €**	**10 000,00 €**	**10 000,00 €**
2188 - Autres immo corporelles	5 000,00 €			10 000,00 €	10 000,00 €
144 - EPICERIE SOCIALE	**588 808,01 €**	**23 102,87 €**	**460 953 €**	**259 046,66 €**	**720 000,00 €**
2313 - Construction	588 808,01 €	23 102,87 €	460 953,34 €	259 046,66 €	720 000,00 €
145 - TRAVAUX DIVERS	**490 500,00 €**	**7 200,00 €**	**13 200,00 €**	**6 800,00 €**	**20 000,00 €**
2031 - Frais d'études	155 000,00 €	7 200,00 €	13 200,00 €	6 800,00 €	20 000,00 €
2128 - Aménagements	334 000,00 €				- €
2188 - Autres immo corporelles	1 500,00 €				- €
146 - EQUIPEMENTS SPORTIFS - VITALIA	**451 400,00 €**	**127 116,90 €**	**44 976,94 €**	**225 000,12 €**	**269 977,06 €**
2031 - Frais d'études	10 400,00 €		5 400,00 €		5 400,00 €
2128 - Aménagements	180 000,00 €	65 508,44 €		70 000,00 €	70 000,00 €
21848 - Mobilier	1 000,00 €	4 627,92 €			- €
2188 - Autres immo corporelles (Petits matériels)	10 000,00 €	2 100,00 €			- €
2313 - Construction	250 000,00 €	54 880,54 €	39 576,94 €	155 000,12 €	194 577,06 €
147 - ZONES D'ACTIVITE	**1 740 678,77 €**	**991 153,06 €**	**140 144,31 €**	**1 727 600,00 €**	**1 867 744,31 €**
2031 - Frais d'études	20 000,00 €		7 440,00 €	7 500,00 €	14 940,00 €
204182 - Subventions d'équipements versées - Autres installations				175 000,00 €	175 000,00 €
2128 - Agencements & aménagements de terrains	1 720 678,77 €	991 153,06 €	132 704,31 €	1 432 600,00 €	1 565 304,31 €
2188 - Autres immo corporelles (Signalétique)	- €			112 500,00 €	112 500,00 €
148 - FIBRE OPTIQUE	**566 000,00 €**	**554 129,82 €**	**- €**	**550 500,00 €**	**550 500,00 €**
2041583 - Projet infra d'intérêt national	566 000,00 €	554 129,82 €		550 500,00 €	550 500,00 €
149 - MICROCRECHE	**310 000,00 €**	**294 510,52 €**	**- €**	**215 000,00 €**	**215 000,00 €**
2031 - Frais d'études				25 000,00 €	25 000,00 €
21352 - Aménagement des construcitions - bâtiments privés	- €	294 510,52 €			- €
2313 - Construction	310 000,00 €			190 000,00 €	190 000,00 €
TOTAL	**11 576 855,63 €**	**4 787 235,54 €**	**1 180 734,34 €**	**9 421 907,66 €**	**10 602 642,00 €**

Pays de Châteaugiron Communauté

BUDGET PRINCIPAL " Pays de Châteaugiron Communauté "
BUDGET PRIMITIF 2023
RECETTES INVESTISSEMENT

LIBELLES	BP 2022	CA 2022	RAR	Proposition	BP 2023
Opérations Non affectées					
021 Virement de la section de Fonctionnement	**2 086 393,66**			**899 983,60**	**899 983,60**
001 Excédent d'investissement cumulé	**0,00**				**0,00**
10222 F.C.T.V.A.	**694 500,00**	**65 344,55**		**641 567,36**	**641 567,36**
10226 - TA	**120 000,00**	**211 690,09**		**120 000,00**	**120 000,00**
1068 - Excédent de Fonctionnement Capitalisé	**1 010 503,63**	**1 010 503,63**		**3 084 978,22**	**3 084 978,22**
1321- Subvention Etat Pass Foncier	**0,00**				**0,00**
13241 - Subvention commune	**0,00**				**0,00**
1322 - Subvention Région (remb pass commerce)	**45 000,00**	**15 468,90**		**19 600,00**	**19 600,00**
1641 - Emprunt d'équilibre	**5 097 511,34**	**1,00**		**2 895 790,82**	**2 895 790,82**
165 - Dépôts et cautionnement reçus	**1 000,00**				**0,00**
274 - Prêts	**5 500,00**	**5 430,79**			
040 - Opérations d'ordre entre transf entre section	**0,00**			**12 830,00**	**12 830,00**
041 - Opérations d'ordre (avances sur Travaux)	**50 000,00**	**26 740,74**		**25 000,00**	**25 000,00**
024- Produits de cessions sur immobilisations	**5 000,00**			**5 000,00**	**5 000,00**
28 - Dotations aux amortissements	**2 220 000,00**	**2 184 061,09**		***2 350 000,00***	**2 350 000,00**
238 Avances sur immo	**0,00**				**0,00**
PROGRAMMES					
104 - AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**80 000,00**	**80 000,00**
1321 - Subvention Etat	0,00	0,00		80 000,00	80 000,00
130 - POLE TENNIS/TIR A L'ARC	**52 915,00**	**28 915,00**	**0,00**	**42 915,00**	**42 915,00**
1321 - Subvention Etat	24 000,00			24 000,00	24 000,00
13241 - Subvention commune	18 915,00	18 915,00		18 915,00	18 915,00
1328 Subventions Autres Organismes	10 000,00	10 000,00			0,00
144 - EPICERIE SOCIALE	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**236 445,00**	**236 445,00**
1321 - Subention Etat (DSIL)				100 000,00	100 000,00
1322 - Subvention Région (Bien vivre partout en Bretagne)	0,00	0,00		136 445,00	136 445,00
146 - EQUIPEMENTS SPORTIFS	**188 532,00**	**73 898,56**	**188 532,00**	**0,00**	**188 532,00**
1321 - Subvention Etat (DETR)	16 000,00		16 000,00		16 000,00
1322 - Subvention Région	172 532,00		172 532,00		172 532,00
1328 - Autres organismes (FEDER)	0,00	73 898,56			0,00
Recettes d'investissement (Hors Emprunt)	**6 479 344,29**	**3 622 053,35**	**188 532,00**	**7 518 319,18**	**7 706 851,18**
TOTAL	**11 576 855,63**	**3 622 054,35**	**188 532,00**	**10 414 110,00**	**10 602 642,00**

Pays de Châteaugiron Communauté

Pays de Châteaugiron Communauté

BUDGETS ANNEXES : TABLEAU RECAPITULATIF ***(hors report des résultats)***

FONCTIONNEMENT - DEPENSES REELLES		
Récap dépenses Bâtiments	**CA 2022**	**BP 2023**
Beaujardin	20 634 €	25 450 €
Centre secours	- €	- €
Perception	9 839 €	13 025 €
Logements spécifiques	9 887 €	6 175 €
TOTAL BATIMENTS	**40 360 €**	**44 650 €**

Récap dépenses ZA	**CA 2022**	**BP 2023**
Hutte aux renards	307 €	58 050 €
Tertiaire	3 748 €	559 965 €
Ecoparc	9 947 €	309 000 €
Rivière	1 034 €	362 914 €
Richardière	58 874 €	389 979 €
Ballon	605 €	51 000 €
Prévôt	- €	- €
Portes de Bretagne 2	518 799 €	673 000 €
TOTAL ZA	**593 312 €**	**2 403 908 €**

Budgets annexés	**CA 2022**	**BP 2023**
Panneaux photovoltaïques	**2 206 €**	**28 625 €**
SPANC	**14 408 €**	**41 367 €**
TOTAL budgets annexés	**16 614 €**	**69 992 €**

TOTAL BUDGETS ANNEXES	**650 287 €**	**2 518 550 €**
Subv. budget principal		**7 222 063,40 €**
RECETTES	**670 353 €**	**506 968 €**
Résultat (hors exc/déficit)	**20 066 €**	**- 2 011 582 €**

INVESTISSEMENT - DEPENSES REELLES		
Récap dépenses Bâtiments	**CA 2022**	**BP 2023**
Beaujardin	1 034 €	1 500 €
Centre secours	- €	- €
Perception	27 667 €	108 000 €
Logements spécifiques	13 693 €	13 500 €
TOTAL BATIMENTS	**42 394 €**	**123 000 €**

Récap dépenses ZA	**CA 2022**	**BP 2023**
Hutte aux renards	298 751 €	- €
Tertiaire	- €	- €
Ecoparc	- €	- €
Rivière	- €	- €
Richardière	- €	- €
Ballon	- €	- €
Prévôt	- €	- €
Portes de Bretagne 2	- €	- €
TOTAL ZA	**298 751 €**	**- €**

Budgets annexés	**CA 2022**	**BP 2023**
Panneaux photovoltaïques	**- €**	**133 419 €**
SPANC	**- €**	**6 599 €**
TOTAL budgets annexés	**- €**	**140 018 €**

TOTAL BUDGETS ANNEXES	**341 145 €**	**263 018 €**
Subv. budget principal		**- €**
RECETTES	**1 460 €**	**1 500 €**
Résultat (hors exc/déficit)	**- 339 686 €**	**- 261 518 €**

TOTAL		
CA 2022	**BP 2023**	
21 668 €	26 950 €	
- €	- €	
37 506 €	121 025 €	
23 581 €	19 675 €	
82 755 €	**167 650 €**	

CA 2022	**BP 2023**	
299 058 €	58 050 €	
3 748 €	559 965 €	
9 947 €	309 000 €	
1 034 €	362 914 €	
58 874 €	389 979 €	
605 €	51 000 €	
- €	- €	
518 799 €	673 000 €	
892 064 €	**2 403 908 €**	

CA 2022	**BP 2023**	
2 206 €	**162 044 €**	
14 408 €	**47 966 €**	
16 614 €	**210 010 €**	

991 432 €	**2 781 568 €**	
	7 222 063,40 €	
671 812 €	**508 468 €**	
- 319 620 €	**- 2 273 100 €**	

Pays de Châteaugiron Communauté

Pays de Châteaugiron Communauté

BUDGET "Bâtiments Relais - Beaujardin " - Châteaugiron

INVESTISSEMENT

DEPENSES					RECETTES				
Article	**Nature**	**BP 2022**	**CA 2022**	**BP 2023**	**Article**	**Nature**	**BP 2022**	**CA 2022**	**BP 2023**
001	Déficit d'investissement reporté	*160 207,73*	*160 207,73*	*99 083,98*	**001**	Excédent d'investissement reporté			
1641	Remb. emprunts				**021**	Virement de la section de fonctionnement			
165	Dépôt de garantie	1 500,00	1 034,04	1 500,00	***28132***	*Dotation aux amortissements - construction*	*60 700,00*	*60 698,00*	*60 700,00*
2031	Etude (parking)				**1068**	Excédent fonct capitalisé	0,00		0,00
204182	Bâtiments et installations	15 000,00							
2315	Travaux Terrain (enrobé)				**1641**	Emprunts	114 507,73		38 383,98
					165	Dépôt de garantie	1 500,00	1 459,79	1 500,00
TOTAL		**176 707,73**	**161 241,77**	**100 583,98**	**TOTAL**		**176 707,73**	**62 157,79**	**100 583,98**
RESULTAT CUMULE			**-99 083,98**		**RESULTAT CUMULE**			**0,00**	

FONCTIONNEMENT

DEPENSES					RECETTES				
Article	**Nature**	**BP 2022**	**CA 2022**	**BP 2023**	**Article**	**Nature**	**BP 2022**	**CA 2022**	**BP 2023**
002	Déficit de fonctionnement reporté	32 720,40	*32 720,40*	*36 349,49*	**002**	Excédent de fonctionnement reporté			
60611	Eau (CGE)	1 000,00	3 040,57	1 800,00	**752**	Loyers	65 000,00	67 288,65	71 876,96
60612	Electricité (EDF)	3 000,00	2 508,80	4 500,00	**7588**	Produits de gestion courante	12 100,00	10 411,29	11 500,00
60631	Fournitures d'entretien	150,00		100,00	**7788**	Produits exceptionnels	50,00		
60632	Fourniture petits équipements	1 174,00	2 184,06	2 000,00	**774**	**Subvention du budget principal**	**41 942,40**		**39 122,53**
6135	Locations mobilières		228,19						
61521	Entretien de terrains	1 500,00		1 500,00	**7713**	Libéralités reçues		2,86	
615228	Entretien de bâtiment	5 000,00	339,20	2 000,00					
6156	Maintenance	500,00	474,20	550,00					
6161	Assurances	320,00	307,31	350,00					
6236	Catalogues et imprimés	500,00	178,10	200,00					
6283	Frais de nettoyage des locaux (Vitrerie)	500,00	558,00	750,00					
62871	Remb, collectivité rattachement	500,00							
63512	Taxe foncière	11 500,00	10 788,00	11 500,00					
6358	Taxe Locale d'equipement								
6541	Créances admises en non valeur	28,00	27,46						
673	Titres annulés			200,00					
6811	*Dotations aux amortissements*	*60 700,00*	*60 698,00*	*60 700,00*					
023	Virement à la section d'investissement								
TOTAL		**119 092,40**	**114 052,29**	**122 499,49**	**TOTAL**		**119 092,40**	**77 702,80**	**122 499,49**
RESULTAT CUMULE			**-36 349,49**		**RESULTAT CUMULE**			**0,00**	

Pays de Châteaugiron Communauté

Pays de Châteaugiron Communauté
BUDGET "Centre de secours"

INVESTISSEMENT

DEPENSES					RECETTES				
Article	**Nature**	**BP 2022**	**CA 2022**	**BP 2023**	**Article**	**Nature**	**BP 2022**	**CA 2022**	**BP 2023**
001	Déficit d'inv. reporté	*893 375,05*	*893 375,05*	*829 128,69*	**021**	Virement du fonctionnement	63 247,00		64 247,00
211	Terrains				**1641**	Emprunt	765 881,69		700 635,33
2313	*Rembours. Avances Trx (041)*				**1068**	Excédent de fonctionnement capitalisé	64 246,36	64 246,36	64 246,36
41	Avances sur Travaux				**001**	Excédent d'invest.reporté			
TOTAL		**893 375,05**	**893 375,05**	**829 128,69**	**TOTAL**		**893 375,05**	**64 246,36**	**829 128,69**
RESULTAT CUMULE			**-829 128,69**		**RESULTAT CUMULE**			**0,00**	

FONCTIONNEMENT

DEPENSES					RECETTES				
Article	**Nature**	**BP 2022**	**CA 2022**	**BP 2023**	**Article**	**Nature**	**BP 2022**	**CA 2022**	**BP 2023**
002	Déficit de fonct. reporté				**002**	Excédent de fonc. reporté			
60632	Fournitures pts matériels				**752**	Loyers	64 247,00	64 246,36	64 247,00
615221	Entretien du batiment				**7588**	Produits de gestion courante			
61521	Entretien de terrain	1 000,00							
6161	Assurance				**774**	**Subvention du budget principal**			
023	Virement à l'investissement	63 247,00		64 247,00					
TOTAL		**64 247,00**	**0,00**	**64 247,00**	**TOTAL**		**64 247,00**	**64 246,36**	**64 247,00**
RESULTAT CUMULE			**0,00**		**RESULTAT CUMULE**			**64 246,36**	

Pays de Châteaugiron Communauté

Pays de Châteaugiron Communauté

BUDGET "Perception - Maison d'Assistantes Maternelles "

INVESTISSEMENT

DEPENSES					RECETTES				
Article	Nature	BP 2022	CA 2022	BP 2023	Article	Nature	BP 2022	CA 2022	BP 2023
001	Déficit d'investissement reporté	*87 700,31*	*87 700,31*	*115 366,98*	001	Excédent d'invest.reporté	0,00		0,00
1641	Remboursement d'emprunt	27 667,00	27 666,67	28 000,00	021	Virement du fonctionnement	0,00		0,00
165	Cautionnement versés				1068	Excédent fonct capitalisé	0,00		0,00
21318	Autres bâtiments publics			80 000,00	1641	Emprunt	115 367,31		223 366,98
TOTAL		**115 367,31**	**115 366,98**	**223 366,98**	TOTAL		**115 367,31**	**0,00**	**223 366,98**
RESULTAT CUMULE			**-115 366,98**		RESULTAT CUMULE			**0,00**	

FONCTIONNEMENT

DEPENSES					RECETTES				
Article	Nature	BP 2022	CA 2022	BP 2023	Article	Nature	BP 2022	CA 2022	BP 2023
002	Déficit de fonct. reporté	*854,50*	*854,50*	*10 693,61*	002	Excédent de fonctionnement reporté			
60611	Eau et assainissement		295,16	1 000,00	70878	Remb frais par d'autres redevables (TEOM)			
60612	Energie - Electricité		263,94	1 000,00	752	Loyers	2 000,00		2 700,00
60632	Fournitures de petit équipement				7588	Produits de gestion courante			100,00
614	Charges locatives de co propriété	1 550,00	1 509,37	1 550,00	775	Vente de bâtiment			
615221	Entretien du batiment	5 000,00		1 500,00	7788	Produits exceptionnels divers			
6161	Assurance	71,00	70,26	75,00					
63512	Taxe foncière	1 600,00	1 566,00	1 700,00	774	**Subvention du budget principal**	**13 275,50**	**0,00**	**20 918,61**
66111	Intérets	6 200,00	6 134,38	6 200,00					
023	Virement à l'investissement								
TOTAL		**15 275,50**	**10 693,61**	**23 718,61**	TOTAL		**15 275,50**	**0,00**	**23 718,61**
RESULTAT CUMULE			**-10 693,61**		RESULTAT CUMULE			**0,00**	

Pays de Châteaugiron Communauté

Pays de Châteaugiron Communauté
BUDGET "Logements spécifiques - Gendarmerie"

INVESTISSEMENT

DEPENSES					RECETTES				
Article	Nature	BP 2022	CA 2022	BP 2023	Article	Nature	BP 2022	CA 2022	BP 2023
001	Déficit d'investissement	*615 570,25*	*615 570,25*	*577 441,51*	001	Excédent d'invest.reporté	0,00		0,00
1641	Remboursement d'emprunt	13 500,00	13 333,32	13 500,00	021	Virement du fonctionnement	55 912,00		55 825,00
2111	Terrains				1068	Excédent fonct capitalisé	51 822,06	51 822,06	51 994,52
2313	Travaux en cours	400,00	360,00		1316	Autres établissements publics			
2315	Travaux terrain (enrobé)				1321	Subvention Etat			
020	Dépenses Imprévues				1641	Emprunt	521 336,19		483 121,99
TOTAL		629 470,25	629 263,57	590 941,51	TOTAL		629 070,25	51 822,06	590 941,51
RESULTAT CUMULE			-577 441,51		RESULTAT CUMULE			0,00	

FONCTIONNEMENT

DEPENSES					RECETTES				
Article	Nature	BP 2022	CA 2022	BP 2023	Article	Nature	BP 2022	CA 2022	BP 2023
002	Déficit de fonct. Reporté			*0,00*	002	Excédent de fonctionnement			
615221	Entretien du batiment				752	Loyers	65 882;00	61 882,00	62 000,00
6161	Assurance	170,00	169,15	175,00	7588	Produits de gestion courante			
62875	Remb aux communes membres	4 000,00	3 962,00						
63512	Taxes foncières	2 800,00	2 800,00	3 000,00					
66111	Intérets	3 000,00	2 956,33	3 000,00					
023	Virement à l'investissement	55 912,00		55 825,00					
TOTAL		65 882,00	9 887,48	62 000,00	TOTAL		65 882,00	61 882,00	62 000,00
RESULTAT CUMULE			0,00		RESULTAT CUMULE			51 994,52	

Pays de Châteaugiron Communauté

Pays de Châteaugiron Communauté

BUDGET "La Hutte aux Renards" SAINT AUBIN DU PAVAIL (ZA du Pavail)

INVESTISSEMENT

DEPENSES					RECETTES				
Article	**Nature**	**BP 2022**	**CA 2022**	**BP 2023**	**Article**	**Nature**	**BP 2022**	**CA 2022**	**BP 2023**
001	Déficit investissement reporté	*406 011,38*	*406 011,38*	*298 751,41*	**001**	Excédent d'inv. Reporté	0,00		0,00
3555	Stocks Finals terrains aménagés	298 752,00	298 751,41		**3555**	Stocks Initiaux	406 011,38	406 011,38	298 751,41
					1641	Emprunt			
					021	Virement section fonctionnement	298 752,00		0,00
TOTAL		**704 763,38**	**704 762,79**	**298 751,41**	**TOTAL**		**704 763,38**	**406 011,38**	**298 751,41**
RESULTAT CUMULE			**-298 751,41**		**RESULTAT CUMULE**			**0,00**	

FONCTIONNEMENT

DEPENSES					RECETTES				
Article	**Nature**	**BP 2022**	**CA 2022**	**BP 2023**	**BP 2021**	**Nature**	**BP 2022**	**CA 2022**	**BP 2023**
002	Déficit de fonctionnement reporté	*0,00*	*0,00*	*0,00*	**002**	Excédent de fonct. reporté	*22 289,54*	*22 289,54*	*4 448,76*
6015	Terrains à aménager				**7015**	Vente de Terrains	139 456,80	89 726,00	105 975,00
6045	Achats d'étude, prestations de services	17 000,00		2 000,00	**71355**	Variation de stocks (finals)	298 752,00	298 751,41	
605	Travaux	32 000,00		55 000,00	**7588**	Produit de gestion courante			
60611	Eau				**774**	**Subvention du Budget principal**	**296 315,04**		**246 377,65**
60612	Energie- Electricité	550,00	104,81	550,00	**7788**	Produits exceptionnels divers			
60632	Petites fournitures (Signalétique)	500,00		0,00					
61521	Entretien de terrain	500,00	122,00	500,00					
615231	Entretien voirie	400,00							
615232	Entretien Réseau	100,00	80,00						
6226	Honoraires	1 000,00							
71355	Stocks initiaux	406 011,38	406 011,38	298 751,41					
023	Virement section investissement	298 752,00							
TOTAL		**756 813,38**	**406 318,19**	**356 801,41**	**TOTAL**		**756 813,38**	**410 766,95**	**356 801,41**
RESULTAT CUMULE			**0,00**		**RESULTAT CUMULE**			**4 448,76**	

Pays de Châteaugiron Communauté

Pays de Châteaugiron Communauté

Budget 'Zone tertiaire' - NOYAL SUR VILAINE (Parc des Vents d'Ouest)

INVESTISSEMENT

DEPENSES					RECETTES				
Article	**Nature**	**BP 2022**	**CA 2022**	**BP 2023**	**Article**	**Nature**	**BP 2022**	**CA 2022**	**BP 2023**
001	Déficit d'investissement reporté	*248 661,86*	*248 661,86*	*198 246,08*	**3555**	Stock - Initial	248 661,86	248 661,86	198 246,08
					1641	Emprunt en Euro			
3555	Stock final terrains aménagés	198 247,00	198 246,08		**021**	Virement section fonctionnement	198 247,00		
TOTAL		**446 908,86**	**446 907,94**	**198 246,08**	**TOTAL**		**446 908,86**	**248 661,86**	**198 246,08**
RESULTAT CUMULE			**-198 246,08**		**RESULTAT CUMULE**			**0,00**	

FONCTIONNEMENT

DEPENSES					RECETTES				
Article	**Nature**	**BP 2022**	**CA 2022**	**BP 2023**	**Article**	**Nature**	**BP 2022**	**CA 2022**	**BP 2023**
002	Déficit de fonctionnement reporté	0,00		0,00	**002**	Excédent fonctionnement reporté	*649 894,43*	*649 894,43*	*758 210,82*
6015	Achat de terrain				**7015**	Vente terrains	192 563,17	162 480,00	
6045	Etudes, prestations de services	10 000,00			**71355**	Variation de stocks (final)	198 247,00	198 246,08	
605	Achats de matériel et travaux	582 865,74	3 172,80	559 064,74	**7588**	Produits de gestion courante			
60611	Eau				**7788**	Produits exceptionnels			
60612	Electricité	700,00	376,78	700,00					
61521	Entretien de terrain	200,00	198,25	200,00	**774**	**Subvention budget principal**			
71355	Stocks initials	248 661,86	248 661,86	198 246,08					
023	Virement section investissement	198 747,00							
TOTAL		**1 041 174,60**	**252 409,69**	**758 210,82**	**TOTAL**		**1 040 704,60**	**1 010 620,51**	**758 210,82**
RESULTAT CUMULE			**0,00**		**RESULTAT CUMULE**			**758 210,82**	

Pays de Châteaugiron Communauté

Pays de Châteaugiron Communauté

BUDGET "Zone Artisanale Ecoparc- Ecopôle" Noyal Sur Vilaine

INVESTISSEMENT

DEPENSES					RECETTES				
Article	**Nature**	**BP 2022**	**CA 2022**	**BP 2023**	**Article**	**Nature**	**BP 2022**	**CA 2022**	**BP 2023**
001	Déficit d'inv. reporté	*602 332,10*	*602 332,10*	*610 471,60*	**1641**	Emprunt en Euro			
3355	Stock final	610 472,00	610 471,60		**3555**	Stock Initial	602 332,10	602 332,10	610 471,60
					021	Virement de la section de fonct.	610 472,00		
TOTAL		**1 212 804,10**	**1 212 803,70**	**610 471,60**	**TOTAL**		**1 212 804,10**	**602 332,10**	**610 471,60**
RESULTAT CUMULE			**-610 471,60**		**RESULTAT CUMULE**			**0,00**	

FONCTIONNEMENT

DEPENSES					RECETTES				
Article	**Nature**	**BP 2022**	**CA 2022**	**BP 2023**	**Article**	**Nature**	**BP 2022**	**CA 2022**	**BP 2023**
002	Déficit de fonct. reporté	*0,00*	*0,00*	*0,00*	**002**	Excédent de fonctionnement	*20 144,61*	*20 144,61*	*18 337,41*
6045	Etudes, prestations de services	49 976,00	6 489,50	5 000,00	**7015**	Vente Terrains			
605	Achats de matériel et travaux	616 917,00	1 650,00	300 000,00	**71355**	Stocks finals	610 472,00	610 471,60	
60611	Eau et assainissement				**7588**	Produits de gestion courante			
60612	Electricité	1 000,00	839,23	1 000,00	**774**	**Subvention budget principal**	**1 252 580,49**		**901 134,19**
60632	Petites fournitures	1 000,00		1 000,00	**773**	titres annulés			
61521	Entretien de terrain	1 500,00	661,25	1 500,00					
615231	Entretien voirie		306,72	500,00					
615232	Entretien réseaux								
71355	Stocks initials	602 332,10	602 332,10	610 471,60					
023	Virement à la section d'inv.	610 472,00							
TOTAL		**1 883 197,10**	**612 278,80**	**919 471,60**	**TOTAL**		**1 883 197,10**	**630 616,21**	**919 471,60**
RESULTAT CUMULE			**0,00**		**RESULTAT CUMULE**			**18 337,41**	

Pays de Châteaugiron Communauté

Pays de Châteaugiron Communauté

BUDGET "Zone Artisanale La Barbotière - La Rivière Sud" Noyal sur vilaine

1ère et 2ème phase

INVESTISSEMENT

DEPENSES					RECETTES				
Article	**Nature**	**BP 2022**	**CA 2022**	**BP 2023**	**Article**	**Nature**	**BP 2022**	**CA 2022**	**BP 2023**
001	Déficit d'investissement cumulé	*718 129,89*	*718 129,89*	*599 917,70*	**3555**	Stocks initials	718 129,89	718 129,89	599 917,70
3355	Stock final	599 918,00	599 917,70		**1641**	Emprunt en Euro			
					021	Virement section de fonctionnement	599 918,00		
TOTAL		**1 318 047,89**	**1 318 047,59**	**599 917,70**	**TOTAL**		**1 318 047,89**	**718 129,89**	**599 917,70**
RESULTAT CUMULE			**-599 917,70**		**RESULTAT CUMULE**			**0,00**	

FONCTIONNEMENT

DEPENSES					RECETTES				
Article	**Nature**	**BP 2022**	**CA 2022**	**BP 2023**	**Article**	**Nature**	**BP 2022**	**CA 2022**	**BP 2023**
002	Déficit de fonctionnement cumulé	*0,00*		*0,00*	**002**	Excédent de fonctionnement	*585 967,36*	*585 967,36*	*706 151,62*
6015	Achat de Terrains	245 204,47			**7015**	Vente Terrains	428 867,00	239 430,00	256 680,00
6045	Etudes, prestations de services	10 000,00	208,33	360 913,92	**71355**	Stocks finals	599 918,00	599 917,70	
605	Achats de matériel et travaux	40 000,00		0,00	**774**	**Subvention budget principal**			
60632	Petites fournitures				**7788**	Produits exceptionnels			
61521	Entretien de terrain	1 500,00	518,50	1 500,00					
615231	Entretien de voirie		306,72	500,00					
615232	Entretien réseau								
71355	Stocks initials	718 129,89	718 129,89	599 917,70					
023	Virement section d'investissement	599 918,00							
TOTAL		**1 614 752,36**	**719 163,44**	**962 831,62**	**TOTAL**		**1 614 752,36**	**1 425 315,06**	**962 831,62**
RESULTAT CUMULE			**0,00**		**RESULTAT CUMULE**			**706 151,62**	

Pays de Châteaugiron Communauté

Pays de Châteaugiron Communauté

BUDGET "Zone Artisanale La Richardière" Noyal sur Vilaine

INVESTISSEMENT

DEPENSES					RECETTES				
Article	**Nature**	**BP 2022**	**CA 2022**	**BP 2023**	**Article**	**Nature**	**BP 2022**	**CA 2022**	**BP 2023**
001	Déficit d'investissement cumulé	*6 516,66*	*6 516,66*	*17 579,71*	**001**	Excédent d'investissement cumulé	0,00		0,00
3555	Stock final	17 580,00	17 579,71		**3555**	Stock initial	6 516,66	6 516,66	17 579,71
					021	Virement section de fonctionnement	17 580,00		
TOTAL		**24 096,66**	**24 096,37**	**17 579,71**	TOTAL		**24 096,66**	**6 516,66**	**17 579,71**
RESULTAT CUMULE			**-17 579,71**		RESULTAT CUMULE			**0,00**	

FONCTIONNEMENT

DEPENSES					RECETTES				
Article	**Nature**	**BP 2022**	**CA 2022**	**BP 2023**	**Article**	**Nature**	**BP 2022**	**CA 2022**	**BP 2023**
002	Déficit de fonctionnement cumulé	*0,00*	*0,00*	*0,00*	**002**	Excédent de fonctionnement	*399 894,60*	*399 894,60*	*407 558,95*
6015	Achat de Terrains	66 570,00	55 475,00		**7015**	Vente Terrains	55 475,00	55 475,00	
6045	Etudes, prestations de services				**71355**	Stock final	17 580,00	17 579,71	
605	Achats de matériel et travaux	381 732,94	2 250,00	388 799,24	**774**	**Subvention budget principal**			
60612	Electricité	550,00	568,70	580,00					
60611	Eau et assainissement								
60632	Petites fournitures								
61521	Entretien terrain		580,00	600,00					
615231	Entretien voirie								
615232	Entretien réseau								
6156	Maintenance (Eclairage public)								
6748	Versement budget principal								
71355	Stock initial	6 516,66	6 516,66	17 579,71					
023	Virement section investissement	17 580,00							
TOTAL		**472 949,60**	**65 390,36**	**407 558,95**	TOTAL		**472 949,60**	**472 949,31**	**407 558,95**
RESULTAT CUMULE			**0,00**		RESULTAT CUMULE			**407 558,95**	

Pays de Châteaugiron Communauté

Pays de Châteaugiron Communauté

BUDGET "Zone Artisanale Le Ballon" - Pire sur Seiche

INVESTISSEMENT

DEPENSES					RECETTES				
Article	**Nature**	**BP 2022**	**CA 2022**	**BP 2023**	**Article**	**Nature**	**BP 2022**	**CA 2022**	**BP 2023**
001	Déficit d'investissement cumulé	*512 173,45*	*512 173,45*	*512 173,45*	**3555**	Stock - Travaux en Cours (initial)	512 173,45	512 173,45	512 173,45
3555	Stock - Travaux en Cours (final)	512 174,00	512 173,45		**021**	Virement section de fonctionnement	512 174,00		
TOTAL		**1 024 347,45**	**1 024 346,90**	**512 173,45**	**TOTAL**		**1 024 347,45**	**512 173,45**	**512 173,45**
RESULTAT CUMULE			**-512 173,45**		**RESULTAT CUMULE**			**0,00**	

FONCTIONNEMENT

DEPENSES					RECETTES				
Article	**Nature**	**BP 2022**	**CA 2022**	**BP 2023**	**Article**	**Nature**	**BP 2022**	**CA 2022**	**BP 2023**
002	Déficit de fonctionnement cumulé	*0,00*		*0,00*	**002**	Excédent de Fonct Reporté	*19 620,41*	*19 620,41*	*19 015,78*
6015	Achat de Terrains				**7015**	Vente Terrains			
6045	Etudes, prestations de services	50 000,00		50 000,00	**71355**	Variation de stocks (final)	512 174,00	512 173,45	
605	Achats de matériel et travaux	160 000,00			**774**	**Subvention budget principal**	**703 553,04**		**544 157,67**
60612	Electricité	1 000,00	604,63	1 000,00	**74718**	Dotations (autres organismes)			
60632	Petites fournitures								
61521	Entretien de terrain								
62875	Remb. commune (Eclairage public)								
71355	Stocks initials	512 173,45	512 173,45	512 173,45					
023	Virement de la section de fct	512 174,00							
TOTAL		**1 235 347,45**	**512 778,08**	**563 173,45**	**TOTAL**		**1 235 347,45**	**531 793,86**	**563 173,45**
RESULTAT CUMULE			**0,00**		**RESULTAT CUMULE**			**19 015,78**	

Pays de Châteaugiron Communauté

Pays de Châteaugiron Communauté

BUDGET "Zone Artisanale Le Prévôt" Châteaugiron

INVESTISSEMENT

DEPENSES					RECETTES				
Article	**Nature**	**BP 2022**	**CA 2022**	**BP 2023**	**Article**	**Nature**	**BP 2022**	**CA 2022**	**BP 2023**
001	Déficit d'investissement cumulé	*3 678,91*	*3 678,91*	*3 678,91*	**3555**	Stocks initials	3 678,91	3 678,91	3 678,91
3555	Stocks finals	3 679,00	3 678,91		**1641**	Emprunt en Euro			
					021	Virement section fonctionnement	3 679,00		
TOTAL		**7 357,91**	**7 357,82**	**3 678,91**	**TOTAL**		**7 357,91**	**3 678,91**	**3 678,91**
RESULTAT CUMULE			**-3 678,91**		**RESULTAT CUMULE**			**0,00**	

FONCTIONNEMENT

DEPENSES					RECETTES				
Article	**Nature**	**BP 2022**	**CA 2022**	**BP 2023**	**Article**	**Nature**	**BP 2022**	**CA 2022**	**BP 2023**
002	Déficit de fonctionnement cumulé	0,00		0,00	**002**	Excédent de fonctionnement			
6015	Achat de Terrains				**7015**	Vente Terrains			
71355	Stocks initials	3 678,91	3 678,91	3 678,91	**71355**	Stocks finals	3 679,00	3 678,91	
023	Virement section investissement	3 679,00			**774**	**Subvention budget principal**	**3 678,91**		**3 678,91**
TOTAL		**7 357,91**	**3 678,91**	**3 678,91**	**TOTAL**		**7 357,91**	**3 678,91**	**3 678,91**
RESULTAT CUMULE			**0,00**		**RESULTAT CUMULE**			**0,00**	

Pays de Châteaugiron Communauté

Pays de Châteaugiron Communauté

BUDGET Les Portes de Bretagne 2 (Extension PAPB) - Servon sur Vilaine

INVESTISSEMENT

DEPENSES					RECETTES				
Article	Nature	BP 2022	CA 2022	BP 2023	Article	Nature	BP 2022	CA 2022	BP 2023
001	Déficit d'investissement cumulé	4 237 016,85	4 237 016,85	4 776 850,31	3555	Stock - Travaux en Cours (initial)	4 237 016,85	4 237 016,85	
3355	Stock - Travaux en Cours (final)	4 776 851,00	4 776 850,31		1641	Emprunt en Euro			
					021	Virement section de fonctionnement	4 776 851,00		
TOTAL		9 013 867,85	9 013 867,16	4 776 850,31	TOTAL		9 013 867,85	4 237 016,85	0,00
RESULTAT CUMULE			-4 776 850,31		RESULTAT CUMULE			0,00	

FONCTIONNEMENT

DEPENSES					RECETTES				
Article	Nature	BP 2022	CA 2022	BP 2023	Article	Nature	BP 2022	CA 2022	BP 2023
002	Déficit de fonctionnement cumulé	*43 893,75*	*43 893,75*	*20 423,53*	002	Excédent de Fonct Reporté	*0,00*		*0,00*
6015	Achat de Terrains	0,00		0,00	7015	Vente Terrains			
6011	Achat bâtiments (prix +frais hors diag)	507 400,00	508 070,42	620 000,00	7013	Produit vente panneaux photovoltaïques			
6045	Etudes, prestations de services	57 250,00	6 826,09	18 000,00	7028	Vente matériel			
605	Achats de matériel et travaux	30 000,00		30 000,00	71355	Variation de stocks (final)	4 776 851,00	4 776 850,31	
60612	Electricité		3 211,38	4 000,00	774	**Subvention budget principal**	**4 875 560,60**		**5 466 673,84**
61521	Entretien de terrain				7788	Produits exceptionnels divers		2 436,03	
6161	Assurance		691,38	1 000,00	752	Location maison			3 600,00
6231	Annonce								
71355	Stocks initials	4 237 016,85	4 237 016,85	4 776 850,31					
023	Virement de la section de fct	4 776 851,00							
TOTAL		9 652 411,60	4 799 709,87	5 470 273,84	TOTAL		9 652 411,60	4 779 286,34	5 470 273,84
RESULTAT CUMULE			-20 423,53		RESULTAT CUMULE			0,00	

Pays de Châteaugiron Communauté

Pays de Châteaugiron Communauté

BUDGET "Panneaux Photovoltaïques" Saint Aubin du Pavail

INVESTISSEMENT

DEPENSES					RECETTES				
Article	**Nature**	**BP 2022**	**CA 2022**	**BP 2023**	**Article**	**Nature**	**BP 2022**	**CA 2022**	**BP 2023**
001	Déficit d'investissement cumulé	0,00		0,00	**001**	Excédent d'investissement reporté	*106 734,32*	*106 734,32*	*120 076,11*
2188	Achat de matériel	90 000,00			**281757/281753**	Amortissements instal.	13 342,00	13 341,79	13 343,08
2315	Immob, Installations, at. ..	30 076,32		133 419,19	**1641**	Emprunt en Euro			
TOTAL		**120 076,32**	**0,00**	**133 419,19**	TOTAL		**120 076,32**	**120 076,11**	**133 419,19**
RESULTAT CUMULE			0,00		RESULTAT CUMULE			120 076,11	

FONCTIONNEMENT

DEPENSES					RECETTES				
Article	**Nature**	**BP 2022**	**CA 2022**	**BP 2023**	**Article**	**Nature**	**BP 2022**	**CA 2022**	**BP 2023**
002	Déficit de fonctionnement cumulé	0,00		0,00	**002**	Excédent de fonctionnement	37 515,58	*37 515,58*	*21 968.08*
61528	Entretien et réparation	31 773,58	420,00	16 225,00	**701**	Produit de la vente	20 000,00		20 000,00
6156	Maintenance	5 000,00		5 000,00	**7588**	Produits divers			
6161	Multirisques	200,00	157,05	200,00	**7718**	Autres produits exceptionnels			
6288	Services extérieurs	1 200,00	451,66	1 200,00	**747**	**Subvention budget principal**			
6358	Autres droits	4 000,00		4 000,00					
6215	Charges de personnel	2 000,00	1 177,00	2 000,00					
658	Charges diverses								
6811	Dotations aux amortissements	13 342,00	13 341,79	13 343,08					
TOTAL		**57 515,58**	**15 547,50**	**41 968,08**	TOTAL		**57 515,58**	**37 515,58**	**41 968,08**
RESULTAT CUMULE			0,00		RESULTAT CUMULE			21 968,08	

Pays de Châteaugiron Communauté

Pays de Châteaugiron Communauté
BUDGET "SPANC'

INVESTISSEMENT

DEPENSES					RECETTES				
Article	**Nature**	**BP 2022**	**CA 2022**	**BP 2023**	**Article**	**Nature**	**BP 2022**	**CA 2022**	**BP 2023**
001	Déficit d'inv. reporté	*16 494,00*	*16 494,00*	*0,00*	002	Excédent d'inv reporté			**3 298,80**
2051	Logiciel				**1641**	Emprunt			
2182	Matériel roulant (véhicule)				**28051**	Amortissements	3 300,00	3 298,80	3 300,00
2183	Matériel informatique				**021**	Virement du fonctionnement			
2184	Mobilier				**1068**	Excédent fonct capitalisé	16 494,00	16 494,00	
2188	Matériel technique	3 300,00		6 598,80					
TOTAL		**19 794,00**	**16 494,00**	**6 598,80**	**TOTAL**		**19 794,00**	**19 792,80**	**6 598,80**
RESULTAT CUMULE			**0,00**		**RESULTAT CUMULE**			**3 298,80**	

FONCTIONNEMENT

DEPENSES					RECETTES				
Article	**Nature**	**BP 2022**	**CA 2022**	**BP 2023**	**Article**	**Nature**	**BP 2022**	**CA 2022**	**BP 2023**
60226	Vêtement de travail				**002**	Excédent de fonctionnement reporté	*8 497,55*	*8 497,55*	*792,85*
6063	Petites fournitures	200,00	15,22	200,00	**7062**	Contrôle périodique de fonctionnement			
6066	Carburant	500,00		500,00	**7062**	Contrôle de conception			
611	Prestation entretien				**7062**	Contrôle de réalisation	29 480,00	6 703,20	40 664,15
61551	Entretien matériel roulant	500,00		500,00	**7062**	Contrôle d'installation (en cas de vente)			
6156	Maintenance/Hébergement	1 500,00	461,88	3 200,00	**7062**	Contrôle de mise hors service			
6236	Impressions								
6256	Frais de déplacement			200,00					
6261	Frais d'affranchissement	400,00		400,00					
6161	Assurance			715,00					
6262	Frais de téléphone	115,00		192,00	**747**	**Subvention PCC**			
627	Services bancaires	5,00	1,00	60,00					
6215	Technicien	30 000,00	10 631,00	30 600,00					
6215	Service support *(Comptabilité, RH) - 5h/mois*	1 457,55		1 500,00					
6811	Dotation aux amortissements	3 300,00	3 298,80	3 300,00					
673	Titre annulé			90,00					
023	Virement à l'investissement								
TOTAL		**37 977,55**	**14 407,90**	**41 457,00**	**TOTAL**		**37 977,55**	**15 200,75**	**41 457,00**